



La mobilisation et la participation citoyennes dans tous leurs états

À partir de présentations d'expériences de débats et d'analyses collectives





Table des matières

Table des matières	1
Préambule	2
Introduction	3
Première partie : Analyse transversale autour de la participation	
1. La question initiale : Participer et se mobiliser, pour quoi faire?	9
2. Interroger des pratiques de terrain.....	13
3. L'entre-soi, piège ou moteur de la participation? Faut-il en sortir? quand? et comment?	17
4. La participation inscrite dans une perspective de changements. Quels sens pour la participation?.....	21
5. Besoin de soutien politique et nécessité de réflexion politique Quels liens au « politique »?	25
6. Des atouts pour la participation	29
7. En résumé	33
Deuxième partie : Expériences de terrain	
Des expériences de participation en Région de Bruxelles–Capitale, présentées par Periferia	
Atelier de Travail Urbain à La Roue, Anderlecht	37
Canal Midi	38
Budget Participatif à Scheut, Anderlecht	40
Recommandations inter-quartiers	42
« Silence, on parle! »	44
Des expériences de cohésion sociale en Wallonie, présentées par les équipes PCS	46
L'expérience du Collectif 13 à Marchin	49
« Barbarie » à Saint-Nicolas	50
Le jardin partagé du Bonnet à Saint-Nicolas	52
L'hyperpaysage d'Yvoir – Projet intergénérationnel lié aux nouvelles technologies	54
Le « café papote » dans le quartier Rorive d'Amay	56
Les conseils de participation de la Ville de Charleroi.....	58
Point de contact alcool et autres drogues, Florennes/Philippeville/Mettet	60
Troc itinérant à Visé.....	62
Groupe de travail « participation citoyenne » à Florennes.....	64
Diagnostic et actions communautaires en santé à Ottignies-Louvain-la-Neuve.....	66
La soirée de la cohésion sociale de Philippeville	68
Les référents d'immeubles à Verviers	70
Conclusion	72
	75



Préambule

La question de la mobilisation et de la participation citoyennes s'inscrit tout naturellement au centre des préoccupations de qui veut développer des projets qui prennent en compte les demandes et les besoins de l'ensemble des citoyens et qui les associent à leur mise en œuvre et à leur évaluation.

En Wallonie, un pas important est posé dans ce sens lorsque le Gouvernement wallon décide de soutenir les pouvoirs locaux à développer des actions en partenariat avec le secteur associatif et mettant l'accent sur la participation des acteurs.

Au-delà d'une volonté délibérée d'agir sur le plan social dans le cadre de ses compétences, le Gouvernement entend lutter contre la pauvreté par la mise en œuvre effective des droits fondamentaux inscrits dans la Constitution, en renforçant le niveau local pour ce faire, celui-ci étant le levier le plus proche du citoyen et le plus concrètement à même de l'aider.

Actions de lutte contre l'exclusion sociale (1992-1997), Plans sociaux intégrés (1998-2003), Plans de prévention de proximité (2004-31 mars 2009), Plans de cohésion sociale (1^{er} avril 2009-2013, 2014-2019), autant de dispositifs partenariaux qui évoluent de la simple déclaration d'intention de participation à la mise en œuvre d'une participation effective et même à la construction d'une coresponsabilité des différentes parties prenantes.

S'inspirant de la Stratégie pour la cohésion sociale du Conseil de l'Europe, le Plan de cohésion sociale (PCS) vise à soutenir les villes et communes de Wallonie qui s'engagent à promouvoir la cohésion sociale et le bien-être de tous sur leur territoire.

La finalité du PCS est de contribuer à assurer aux citoyens, qui en sont privés, l'accès aux droits fondamentaux liés aux compétences régionales (revenu digne, santé, logement, formation, emploi,

épanouissement culturel et social) et à améliorer la cohésion sociale et le bien-être de tous. Il s'agit donc à la fois de lutter contre la pauvreté en favorisant l'accès effectif aux droits (dimension individuelle) et de favoriser le bien vivre ensemble et la solidarité (dimension collective).

Le PCS vise en outre à favoriser la mise en réseau des acteurs, les échanges de pratiques entre les acteurs et à encourager l'élaboration de projets communs à plusieurs territoires.

Ce dispositif s'inscrit dans une dynamique à la fois ascendante et descendante et tente d'intégrer un processus d'implication des acteurs tel que préconisé par la démarche SPIRAL¹.

Quoi de plus naturel dès lors que de former les chefs de projet et les équipes PCS à promouvoir concrètement cette coresponsabilité sur leur territoire par la participation et la mobilisation de tous les citoyens, en commençant par ceux qui ont le plus de mal à faire entendre leur voix.

Tel est le propos illustré par le présent ouvrage construit collectivement et dont nous vous souhaitons bonne lecture!



¹https://wikispiral.org/tiki-index.php?page=D%C3%A9marche+SPIRAL&structure=Nouvel+accueil&page_ref_id=797



« Pourquoi y a-t-il aussi peu de personnes quand on organise une activité ? »

« Comment faire venir les gens ? »

« Je ne comprends pas qu'on n'arrive pas à mobiliser davantage de monde... »

Ces phrases, souvent entendues, souvent répétées montrent que la question de la mobilisation reste au cœur des préoccupations. Mais du coup, qu'est-ce qui ne fonctionne pas ? Quelles sont les questions à se poser ? Existe-t-il des bonnes pratiques ?

Ces questions mobilisaient des équipes de Plans de cohésion sociale (PCS) et il leur paraissait pertinent de les travailler ensemble.

C'est pourquoi la Direction interdépartementale de la Cohésion sociale (DiCS) du Service public de Wallonie et les 9 Centres Locaux de Promotion de la Santé de Wallonie (CLPS) ont pensé organiser et animer un processus de formation intitulé au départ « *La mobilisation citoyenne dans tous ses états* ». Ils ont associé Periferia afin de contribuer à la démarche à partir de sa pratique en termes de participation citoyenne. Petit à petit, ce sont les questions de la mobilisation et aussi de la participation citoyenne qui ont été largement débattues au cours des étapes décrites ci-après.

Cette séquence de moments a permis une dynamique collective avec de nombreux échanges et réflexions – synthétisés et analysés dans cette publication – entre les équipes PCS, leurs partenaires, des citoyens, la DiCS, les CLPS, Periferia et quelques élus communaux.

La démarche menée

Le processus s'est déroulé en quatre temps, dont plusieurs construits avec des membres de PCS :

1. Au départ, les participants ont parlé de leurs **pratiques de mobilisation**, en se focalisant sur les différentes étapes d'un projet (aller à la rencontre



des habitants, co-construire un projet, maintenir leur implication dans la durée). Les ateliers étaient organisés par les CLPS avec des techniques d'animation diversifiées pour en même temps avoir l'occasion de découvrir d'autres manières de faire.

Une synthèse des échanges en ateliers et en plénière a été rédigée par les CLPS.

27 mars 2014 à Manage – 1^{er} avril 2014 à Seraing –
24 avril 2014 à Jambes

2. L'association Periferia a apporté son expérience et ses réflexions sur la participation en proposant **des schémas de réflexion et des pratiques de terrain sur d'autres sujets** que la seule cohésion sociale. Ici, l'objectif était de se décentrer en découvrant d'autres expériences où la participation joue un rôle central, tout en se déclinant de manières très variées.

25 septembre 2014 à Manage – 9 octobre 2014 à
Seraing – 16 octobre 2014 à Jambes



3. Face aux nombreux questionnements soulevés et aux réalités très diverses des PCS, **trois journées d'échanges et de croisements autour de 12 expériences de PCS** ont été organisées. Pour préparer ces journées, un collectif d'une vingtaine de personnes (une dizaine d'équipes PCS, les CLPS, la DiCS et Periferia) s'est réuni pour identifier les questions à approfondir et penser le déroulement de ces rencontres.

21, 23 et 24 avril 2015 à Jambes

4. Au terme de ces trois journées une publication a été envisagée pour garder trace et pouvoir poursuivre la réflexion. Sur la base d'un texte d'analyse transversal proposé par Periferia, les équipes des PCS, des CLPS et de la DiCS se sont réunies pour revoir ensemble la publication, poursuivre l'analyse transversale et élaborer un résumé, une forme de **plaidoyer pour la participation** à transmettre, notamment, aux élus.

20 avril 2016 à Jambes

Le contenu de la publication

La séquence de rencontres présentée ci-dessus montre le chemin parcouru avec une centaine de PCS de toute la Wallonie. En s'appuyant sur les expériences de terrain, une réflexion commune a pu se construire au départ de la question de la mobilisation, qui s'est rapidement élargie à celle de la participation.

Cette publication questionne les raisons d'être de la participation, elle ne constitue pas un recueil de méthodes de mobilisation et participation. Elle est le résultat d'échanges et d'analyses collectives, menées à partir de réflexions, voire de contradic-

tions. Elle ne cherche pas à construire une prise de position unique. Le débat reste donc ouvert.

Elle s'adresse à toutes les équipes et personnes intéressées et/ou en charge de démarches de cohésion sociale, qu'elles soient professionnelles, citoyennes, élues. L'objectif de ce document est de contribuer à donner de la visibilité aux expériences menées sur le terrain, avec un focus sur la mobilisation et la participation citoyennes qui en constituent des enjeux fondamentaux et toujours indispensables à repenser.

La publication a été réfléchiée et structurée de la manière suivante :

Partie 1: Analyse transversale autour de la participation

Cette première partie propose une analyse à partir des questions qui ont servi de fils conducteurs au cours des différentes rencontres. Elle s'appuie sur les expériences de terrain, présentées par des PCS et Periferia.

1) Participer et se mobiliser, pour quoi faire ?

La question initialement mise en débat était « *participer et se mobiliser, pour quoi faire ?* ». Elle a été traitée en partant de schémas de références qui présentent différentes raisons d'être de la participation, ainsi que plusieurs niveaux de participation. Rapidement les échanges ont conduit à un besoin de clarifier la finalité même de ce concept de participation et ont permis d'amener des éléments de réponses autour de différentes préoccupations: qu'en est-il de la participation qui amène à être acteur de changement, à partir de quel(s) point(s) de

vue définit-on les sens de la participation, la participation comme objectif ou stratégie d'action ?

En synthèse de cette réflexion, on pourra notamment retenir, d'une part, que la participation ne s'impose pas, ne se décrète pas, et qu'elle nécessite certaines conditions (notamment de s'inscrire dans un processus) et, d'autre part, qu'il est fondamental de questionner son sens avec l'ensemble des acteurs concernés (professionnels, citoyens et élus).

2) Interroger des pratiques de terrain

Ce questionnement initial a été nourri par des expériences de terrain. Brièvement décrites dans les premières pages (et détaillées en deuxième partie), celles-ci ont été présentées, puis analysées collectivement sous le prisme de trois questions :

- Comment sortir de l'entre-soi (du public-cible) et travailler la connexion entre les différents publics ? Comment éviter de mettre des gens dans des cases et entre pairs ?
- Quel(s) sens donner à la participation citoyenne ? Selon les différents publics ? Pourquoi faire participer les citoyens ?
- Où retrouver la dimension politique ? Quels rapports aux élus politiques et aux politiques publiques ?

Ces trois questionnements autour de chaque expérience ont permis de dégager des éléments d'une analyse transversale repris dans les chapitres suivants.

3) L'entre-soi, piège ou moteur de la participation ?

Cette question est née de réflexions autour de la cohésion sociale qui cherche souvent à construire des dynamiques à partir d'un collectif, au risque que celui-ci se referme sur lui-même.

Les échanges ont mis en avant que « l'entre-soi » n'est une notion ni positive, ni négative et qu'elle est perçue différemment selon qu'on la regarde de l'intérieur ou de l'extérieur. Ils ont également apporté des éléments de réponse à la question de savoir s'il faut nécessairement sortir de cet « entre-soi » et, si oui, comment il est possible de s'ouvrir et de créer des connexions.

4) La participation inscrite dans une perspective de changements

La question du sens de la participation a été posée pour chaque expérience : que cherche-t-on avec la participation ?

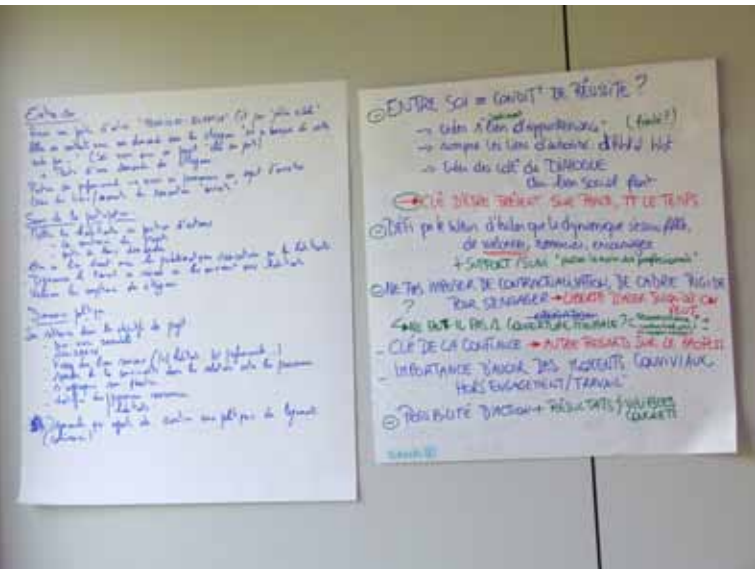
Les réponses apportent de nouvelles réflexions, davantage en lien avec la cohésion sociale, par rapport aux sens initialement débattus : la participation comme une mise en mouvement ; pour mettre en valeur les savoirs, engagements et compétences des citoyens ; comme chemin vers l'autonomie ; pour générer un changement de société ; pour générer une coresponsabilité. De plus, une recommandation générale est d'arriver à co-construire le sens de la participation avec tous les acteurs, y compris les citoyens.



5) Besoin de soutien politique et nécessité de réflexion politique

Tout au long des présentations et réflexions, la question du « lien au politique » est apparue. Pourtant, les échanges ont montré qu'il était important de la décliner sous deux angles : d'une part, le lien aux élus politiques et, d'autre part, la dimension politique des démarches de cohésion sociale.

L'analyse des expériences a fait émerger l'importance du positionnement des élus par rapport aux actions de cohésion sociale. Elle a aussi mis en évidence différentes approches qui montrent le caractère politique de la cohésion sociale, que



Partie 2 : Expériences de terrain

Chaque expérience de terrain est présentée sous la forme d'une double page : à gauche une description synthétique de l'expérience, rédigée par ses animateurs/porteurs ; à droite, les éléments de débats suscités par l'expérience.

Cette deuxième partie présente :

- Des expériences d'ailleurs, menées par Periferia, pour sortir du seul cadre de la cohésion sociale ;
- 12 expériences présentées par des équipes PCS.

ce soit par le biais de l'influence sur les politiques publiques, de la capacité à dénoncer des injustices, ou de la possibilité de construire de nouvelles pratiques politiques.

6) Des atouts pour la participation

Ce dernier point souligne des éléments d'analyse qui ont traversé l'ensemble des échanges et que l'on peut considérer comme des atouts.

L'accent a été plus particulièrement mis sur l'attitude et les savoirs des travailleurs (écoute, ressources, pédagogie, audace, souplesse, humilité et enthousiasme), sur l'importance du réseau et sur quelques facteurs qui facilitent la participation (inscription dans la durée, nécessité d'un lieu d'ancrage).

Cette partie soulève enfin quelques questions qui sont apparues et qui pourraient être approfondies : tout ce qui vient du citoyen est-il légitime, comment pérenniser des démarches au-delà des personnes, à partir de quand faut-il contractualiser ?



Analyse transversale autour de la participation

Participer et se mobiliser, pour quoi faire ?

Interroger des pratiques de terrain

L'entre-soi, piège ou moteur de la participation ?

La participation inscrite dans une perspective de changements

Besoin de soutien politique et nécessité de réflexion politique

Des atouts pour la participation





1. Question initiale

Participer et se mobiliser, pour quoi faire ?

De la mobilisation à la participation

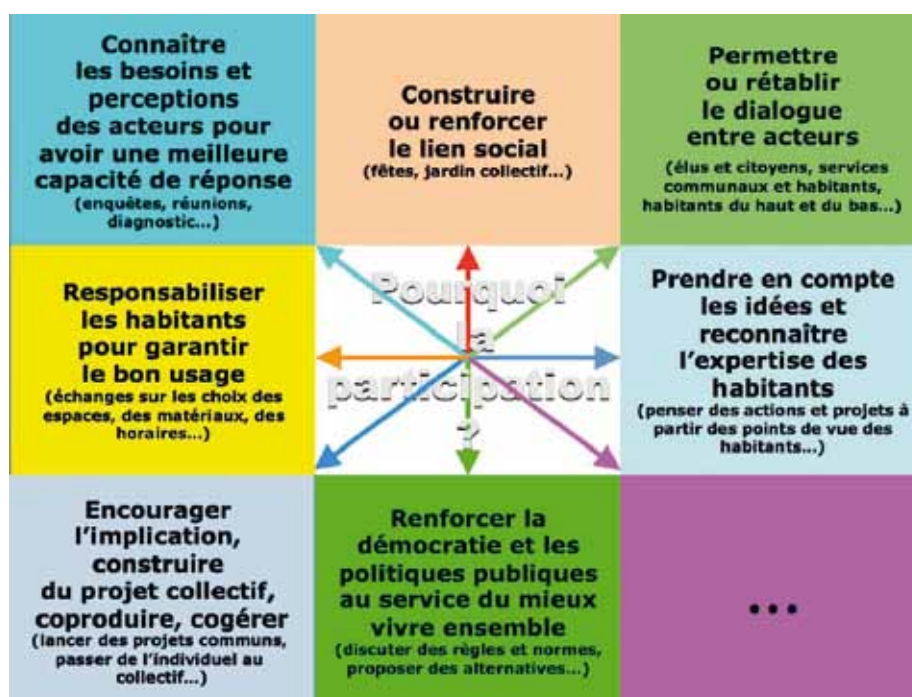
Tout le monde se pose à un moment donné la question de la mobilisation: «comment faire venir les gens aux activités qu'on organise?». Pour y répondre, on a souvent le réflexe d'explorer différentes techniques de mobilisation. D'autant plus qu'une recherche sur Internet permet d'avoir accès à de nombreux guides et manuels proposant des fiches et modes de faire.

Pourtant, la question se pose de façon récurrente avec toujours autant d'acuité. Elle est donc plus complexe qu'il n'y paraît et dépasse cette dimension technique. C'est bien le fondement du «pourquoi mobiliser?» qui est en question. La mobilisation était le point de départ de nos échanges. Mais il est rapidement apparu qu'elle est fonction de ce à quoi on invite les personnes: s'agit-il d'une activité récréative, d'un moment de lien avec d'autres personnes (connues ou non)? Est-ce une proposition pour développer de nouvelles capacités? Ou est-ce une action pour améliorer la vie dans le quartier? Ou encore une démarche davantage centrée sur la réflexion commune, voire en y intégrant le lien aux politiques? Etc.

Cette publication repart donc des raisons d'être de la participation, considérant que c'est la première question à se poser. Ensuite, vient la manière de la mettre en œuvre, et donc aussi le comment mobiliser les personnes. La mobilisation est alors d'autant plus aisée à penser que le motif de la mobilisation des personnes sera clair. Les expériences de terrain analysées dans cette publication mettent en avant différentes formes de mobilisation, la plupart du temps définies une fois que l'objectif de la participation a été précisé.

Les raisons d'être de la démarche de participation

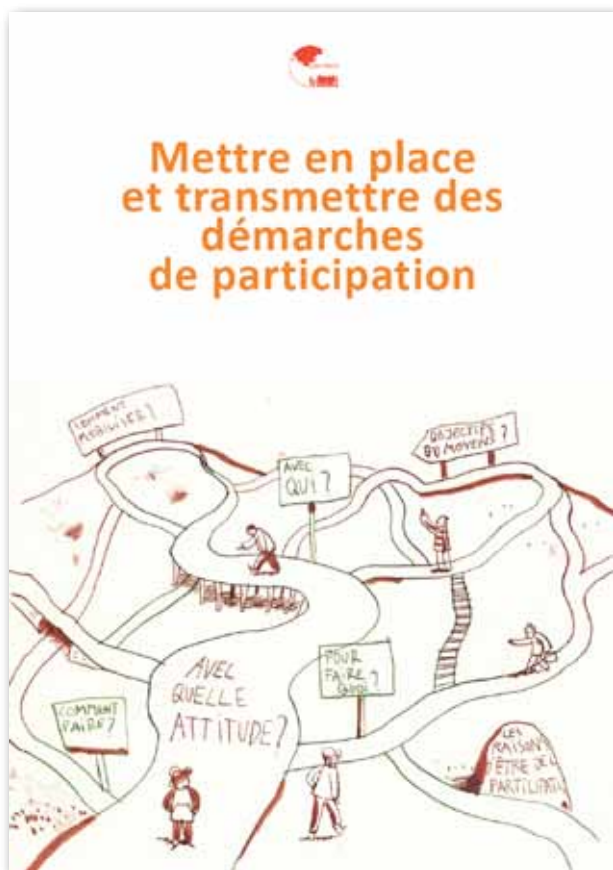
Les perspectives de la participation sont tellement nombreuses qu'il faut d'abord être au clair sur la finalité recherchée avant de choisir la méthode. C'est avec cet objectif que Periferia a proposé une mosaïque qui, même si elle est volontairement non exhaustive, montre différentes raisons – explicites ou non – pour lesquelles est mise en œuvre une démarche de participation.



Avec toutes ses limites, l'illustration de la page précédente cherche à ouvrir des portes et montrer différentes options possibles. A chaque contexte et expérience correspond un sens à construire et à (re)-questionner régulièrement.

Dans une publication réalisée avec l'appui des CLPS, Periferia présente de manière un peu plus détaillée d'autres sens de la participation :

- Permettre la compréhension d'un projet, donner accès à son information ?
- Renforcer les capacités des acteurs, leur estime de soi, leur autonomie ?
- Favoriser l'action collective ?
- Transformer la société dans une perspective plus égalitaire ?
- Etc.



Publication téléchargeable sur le site de Periferia <http://www.periferia.be/index.php/fr/appui-methodo-fr/publications>

La présentation de la mosaïque avec différents sens de la participation a suscité de nombreuses réactions de la part de PCS, parmi lesquelles :

• **Qu'en est-il de la participation qui amène à être acteur de changement ?**

« La participation peut servir à avoir l'esprit critique. Tous ces processus, au service de quoi les met-on ? »

En effet, la dimension de changement apparaît peu, ou en tout cas pas de manière explicite. Les pages qui suivent font apparaître comment cette notion de changement aide à repenser les sens de la participation dans le cadre de la cohésion sociale.

• **A partir de quel(s) point(s) de vue définit-on les sens de la participation ?**

« L'objectif 'Responsabiliser les habitants pour garantir un bon usage' infantilise les gens. C'est une logique descendante. Il faudrait le reformuler avec 'Soutenir...'. Dans plusieurs formulations des objectifs, on trouve ce côté descendant parce que ça part de nous. Il faudrait les revoir tous avec cette attention-là. »

Ce commentaire qui souligne une formulation maladroite met le doigt sur une question importante puisqu'elle sous-entend : qui définit le sens de la participation ? Et à partir de quel point de vue (le travailleur, le politique, le citoyen...) envisage-t-on la participation ?

Même si la mosaïque rassemble davantage de formulations pensées par des professionnels, c'est bien à cet exercice de repenser le sens de la participation qu'ont été consacrées les journées de travail.

• **La participation comme objectif ou stratégie d'action ?**

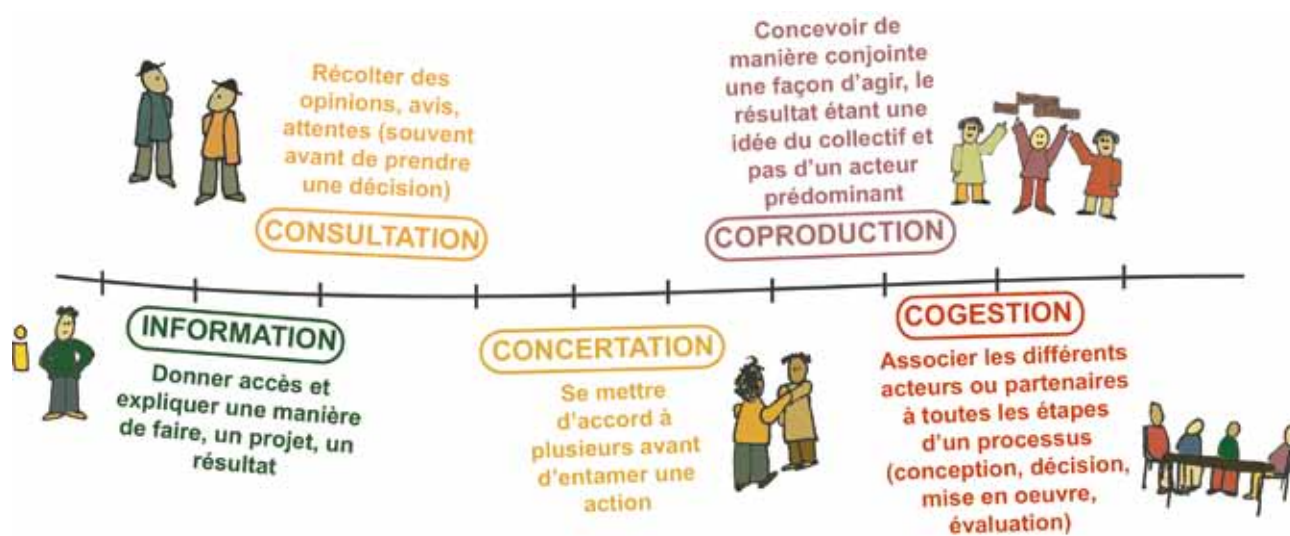
« Avec cette grille, on a l'impression que la participation est un objectif en soi alors que la participation est un moyen au service d'un objectif. Les objectifs d'un PCS sont déterminés dans le décret. Une démarche participative permet l'accès aux droits fondamentaux et la transversalité des actions communales. »

S'il est bien clair que la participation permet la réalisation d'autres objectifs et qu'elle doit servir la question des droits, on voit combien la manière

dont la participation est envisagée peut influencer: cherche-t-on à faire participer pour créer du lien social ou pour définir les règles et mettre les droits en débat? Les expériences PCS présentées et débattues dans cette publication reviennent largement sur cette question; elle est également abordée aux pages 6 et 7 de la publication mentionnée ci-dessus.

Le(s) niveau(x) de participation

Pour mieux s'y retrouver dans les différentes manières de mettre en œuvre la participation, Periferia a proposé une représentation de cinq options qui permettent de mieux situer à quel niveau on se positionne:



- Dans une démarche d'**information** où on explique et transmet des données sur une manière de faire, sur une décision prise ou à prendre, sur un projet, sur une situation.
- Dans un esprit de **consultation** où on récolte des opinions, avis, attentes (souvent avant de prendre une décision), ce qui ne signifie pas qu'on va nécessairement en tenir compte.
- En menant une **concertation** où l'on cherche une solution/idée par rapport à un problème/situation en essayant de se mettre d'accord à plusieurs, sans nécessairement garantir d'intégrer tous les points de vue.

- Dans une perspective de **coproduction** entre différents acteurs qui permet de concevoir de manière conjointe une manière d'agir, le résultat étant une idée du collectif et pas d'un acteur prédominant.

- Dans une démarche de **cogestion** qui associe les différents acteurs ou partenaires à toutes les étapes d'un processus (conception, décision, mise en œuvre, évaluation).

La notion de «niveaux» et leur représentation habituelle sur une échelle donnent l'impression que la cogestion est l'idéal vers lequel la participation doit toujours tendre. Et pourtant la pratique montre combien il est difficile, illusoire, ou tout simplement pas nécessaire de toujours chercher la cogestion.

C'est la raison pour laquelle est privilégiée la représentation avec le curseur, sur un axe horizontal, qui permet de se positionner entre les deux positions extrêmes en termes de participation (l'information d'un côté, la cogestion de l'autre), sans en privilégier une seule.

Cette représentation a également suscité l'une ou l'autre réactions :

- **Une représentation avec un curseur correspond davantage à la réalité**

« C'est déculpabilisant de se dire qu'on ne doit pas toujours arriver à de la cogestion. » En effet, il est important de faire des allers/retours entre les niveaux puisque, dans la réalité des PCS – comme ailleurs – les groupes évoluent, changent.

- **L'information peut-elle être considérée comme une forme de participation ?**

Il n'y a pas de hiérarchie entre les différentes modalités de participation. Ce qui compte, c'est de clarifier les intentions pour tous. L'information est souvent le point de départ d'un processus – comme un préalable indispensable – qui va ensuite vers plus de cogestion. Le processus est différent en fonction des projets. L'information doit s'inscrire dans un cycle. Elle n'a pas de sens si elle est isolée.

Cette première approche du sens et des niveaux permet d'affirmer que la participation ne s'impose pas, ne se décrète pas, et qu'elle nécessite certaines conditions. Elle doit s'inscrire dans un processus (*où suis-je et vers quoi je veux aller ?*). C'est avec l'intention d'y contribuer qu'ont été présentés et discutés les éléments ci-dessus.

Un dernier commentaire exprimé à plusieurs reprises au cours des échanges et qui apparaît davantage comme une recommandation à l'attention de tous les PCS : **« Pourquoi ne pose-t-on pas plus souvent la question du 'pourquoi on participe?' aux citoyens pour revoir avec eux le sens de la participation ? »**; cette question a d'ailleurs été aussi élargie aux partenaires et aux élus politiques. C'est certainement dans la construction collective du sens – voire des modalités – de la participation et de la mobilisation que pourront voir le jour les expériences les plus constructives.





2. Interroger des pratiques de terrain

Le questionnement initial «*Participer et se mobiliser, pour quoi faire ?*» (relaté dans les pages précédentes) a ensuite été nourri par les expériences de terrain. Chacune d'entre elles a été présentée, puis analysée collectivement sous le prisme de trois questions :

- Comment sortir de l'entre-soi (du public-cible) et travailler la connexion entre les différents publics ? Comment éviter de mettre des gens dans des cases et entre pairs ?

- Quel(s) sens donner à la participation citoyenne ? Selon les différents publics ? Pourquoi faire participer les citoyens ?

- Où retrouver la dimension politique ? Quels rapports aux élus politiques et aux politiques publiques ?

Ci-dessous, un aperçu des expériences abordées (présentation plus détaillée en deuxième partie).

Des expériences de participation en Région de Bruxelles-Capitale

Atelier de Travail Urbain à La Roue, Anderlecht

Un atelier de quartier pour coproduire des aménagements de quartier : quand les citoyens participent à la construction de décisions pour leur environnement, avec les services et élus politiques

Canal Midi, Anderlecht

Un cahier de recommandations quand on n'arrive pas à se faire entendre : quand les citoyens veulent donner leur point de vue pour influencer les décisions

Budget participatif dans le quartier de Scheut, Anderlecht

Un budget participatif destiné prioritairement aux moins habitués : offrir un espace de décision/pouvoir et de réalisation de projets citoyens





Une dynamique inter-quartiers

Quatre démarches de participation s'analysent, puis se rencontrent: les quartiers échangent leur pratiques et s'adressent aux élus sous forme de recommandations.



« Silence, on parle ! »

Se faire entendre dans l'espace public: quand les citoyens se croisent, interpellent et font débat.

Des expériences de cohésion sociale en Wallonie



Rénovation participative de logements sociaux à Marchin

Accompagnement des locataires d'une cité d'habitations sociales dans la participation à la rénovation durable de leur logement et à l'amélioration de leur environnement.



Jardin partagé du Bonnet à Saint-Nicolas

Mise à disposition pour une participation modique de parcelles cultivables au profit des citoyens, associations, écoles. Culture biologique, échange de pratiques, de savoirs et de compétences, convivialité, solidarité, développement durable, biodiversité. Clôture naturelle installée en co-construction avec les jardiniers ainsi que de nombreux petits aménagements.



Amay: Café « papote »

Dans un quartier à habitations sociales, autour d'un café, une fois par semaine, accueil des habitants qui ont ainsi l'occasion de parler de leur vie, de leur quartier... et de créer ou de participer à des projets destinés à améliorer le « vivre ensemble » dans leur quartier ou sur le territoire communal.



Florennes/Mettet/Philippeville: Point de contact alcool-drogues

Un service spécialisé géré par un citoyen! Un soutien citoyen proposé à d'autres citoyens, une pièce de puzzle indispensable du réseau d'aide!



Projets intergénérationnels « hyperpaysage » à Yvoir

Dix « juniors » et dix « seniors » ont été amenés à réfléchir ensemble sur leur milieu de vie et sur les notions de temps (passé/présent/futur) en allant à la découverte de leur environnement, de l'histoire locale et du patrimoine de leur commune. Ils ont ensuite amené leurs manières de percevoir deux lieux emblématiques d'Yvoir à transfigurer sur Internet grâce à la réalisation de deux hyperpaysages.



Visé: Ateliers de troc

Le troc, vu par des citoyens qui participent à son organisation: «c'est valoriser l'autre, partager, prendre mais aussi donner. C'est une manière de lutter contre la consommation et la surconsommation. Le troc, ça va permettre de parler, d'échanger ensemble.»



Saint-Nicolas: Collectif « Barbie »

C'est un collectif de jeunes filles de 12 à 20 ans qui fréquentent la Maison de quartier et la Maison des jeunes. Elles se questionnent sur les problèmes de genre et d'égalité dans notre société. Toutes victimes de violences et d'injustices, elles ont souhaité sortir de ce rôle de victime et trouver des réponses collectives aux difficultés rencontrées: l'exposition «Barbarie» dénonçant les violences... faites aux femmes.



Charleroi: Conseils de participation

Depuis juin 2013, à l'initiative de son bourgmestre, la Ville de Charleroi a lancé ses deux premiers conseils de participation. Constitués de citoyens volontaires, ils ont pour objectifs d'améliorer le bien-être dans les quartiers via l'analyse des besoins de celui-ci, la mise en œuvre de micro-projets et l'élaboration de recommandations aux mandataires politiques.



Verviers : Référents dans les logements sociaux

Des intervenants du PCS travaillent avec des habitants de logements sociaux, appelés «Référents», qui s'impliquent dans la gestion de leur immeuble afin d'arriver à un « bien vivre ensemble ».



Ottignies-Louvain-la-Neuve : Diagnostic et actions communautaires en santé

Au départ de la problématique des inégalités sociales en matière de santé, comment mobiliser le réseau local, rencontrer et écouter les publics, concevoir des actions communautaires qui visent à améliorer le bien-être de tous ?



Florennes : Partenariat citoyen compris

Le citoyen un partenaire comme les autres, le partenaire un citoyen comme les autres! Comment lâcher prise et ouvrir la porte aux initiatives «dissidentes» citoyennes!



Philippeville : Soirée de la cohésion sociale

La cohésion ça sert à quoi? Soirée de présentation des actions du PCS pour les habitants par les habitants.



3. L'entre-soi, piège ou moteur de la participation ?

Faut-il en sortir ? quand ? et comment ?

En abordant la question de la participation dans le cadre de la cohésion sociale, on peut vite se dire qu'à partir du moment où des personnes se retrouvent, c'est de la participation. Si « sortir de chez soi » est déjà une étape, on se rend compte qu'elle n'est pas suffisante pour aller vers davantage d'autonomie et une implication d'ordre politique. C'est donc bien à la croisée de ces chemins que se pose la question de l'entre-soi, parfois vécu comme libérateur, parfois perçu comme enfermant ou excluant.

L'entre-soi, une notion ni positive ni négative !

Les expériences montrent que selon les moments et les objectifs, l'entre-soi est nécessaire ou dérangeant :

- Parfois il est important de le créer, l'encourager parce qu'il **aide à créer de la confiance** entre des personnes qui, du coup, vont pouvoir plus facilement se « connecter » les unes aux autres. C'est une étape souvent importante pour arriver à constituer un collectif, à créer une identité, à développer une conscience de groupe. Souvent, c'est un point initial avant de se mettre dans une démarche d'action.

On l'observe avec Barbarie à Saint Nicolas qui n'aurait pas pu se mettre en place sans cet esprit créé pour que les filles puissent s'exprimer entre elles, puis petit à petit construire leur groupe qui donne la force d'aller s'exprimer à d'autres et dénoncer des situations.

- Il y a aussi des moments où **cet entre-soi devient pesant** parce qu'on a l'impression de tourner en rond, de ne voir que des gens comme soi, de ne pas arriver à « en sortir ». Cette étape nécessite alors une ouverture, un apport de l'extérieur pour amener des possibles, élargir les horizons. Une visite, un film, l'intervention d'une personne extérieure... peuvent y contribuer.

- A d'autres moments, on a besoin de se retrouver entre-soi **pour faire le point, pour se redonner du courage**, pour se (re)confirmer que ce qu'on fait est important et qu'il faut poursuivre. Cela ne signifie

pas qu'il n'y a pas débat (voire désaccord) entre les personnes du collectif, mais c'est un moment où les choses se disent, se confrontent, avec l'objectif de repartir pour une nouvelle étape ensemble.

La soirée de la cohésion sociale à Philippeville s'inscrit dans cette perspective qui fait du bien, qui rebooste les travailleurs, qui met en avant et valorise ce qui a été réalisé, qui informe des élus partie prenante... Elle permet un nouveau départ.

- Et puis, on peut aussi **chercher à sortir de l'entre-soi**, que ce soit de manière temporaire ou définitive, parce que l'objectif visé ou l'action menée n'a de sens que si on s'adresse à un groupe/public plus large, plus varié, voire à la société dans son ensemble, à l'opinion publique... Dans ce cas, l'entre-soi devient excluant parce qu'il va à l'encontre de la finalité poursuivie.

Le groupe de travail « Participation Citoyenne » à Florennes pose ce principe comme la raison d'être de son existence, en prônant une participation de tous les acteurs, tous au même niveau, pour construire d'autres modes de faire et envisager une nouvelle culture de la cohésion sociale.



L'entre-soi perçu de l'intérieur ou de l'extérieur ?

Les 4 approches présentées ci-avant analysent différentes situations, mais encore faut-il voir comment elles sont vécues de part et d'autre.

L'entre-soi du vécu

Il y a l'entre-soi perçu comme protecteur pour les personnes qui font partie d'un collectif (déjà constitué ou en cours de formation). Au départ, il s'agit souvent de situations problématiques qui réunissent les personnes. Du coup, le collectif devient un espace où on se retrouve entre personnes concernées par la même situation. Cet espace est vécu comme important pour ceux qui le constituent et, quand il est connu de l'extérieur, il peut ne générer aucune réaction, ou parfois ne pas être compris.

Le « café papote » à Amay montre qu'il y a un besoin pour les habitants du quartier qui se sentent un peu mis à l'écart ou pas toujours pris en considération. Cet espace – qui reste toujours ouvert – est perçu comme protecteur, ce qui permet ensuite au groupe d'exister et de mener des actions, y compris dans le quartier.

Pour faciliter l'engagement dans un collectif, parfois un passage par des liens de confiance individuels est nécessaire. Pour des citoyens confrontés à des situations de vie difficiles, à de nombreuses pressions différentes qui s'accumulent, des moments en tête à tête avec un professionnel, consacrés à leurs conditions et difficultés de vie particulières sont nécessaires avant de et pour s'intégrer dans un entre-soi. Certains ont besoin de se renforcer à la fois personnellement et collectivement.

Dans des situations plus graves et conflictuelles que celles abordées ci-dessus où existent des formes d'oppression profondes (maltraitance, discrimination...), l'entre-soi devient indispensable pour les participants, afin de trouver un espace de parole, mais aussi de faire valoir leurs droits. C'est un lieu de réconfort où l'on peut dire les choses parce qu'on se sent vite compris par les autres... avec pour élément rassembleur une sorte d'ennemi ou de situation à combattre. Du coup, cet entre-soi d'un groupe peut être mal perçu de l'extérieur, voire considéré comme une forme d'agression et un amplificateur du conflit.

L'entre-soi du projet

Plusieurs expériences montrent la mise en place de projets basés sur la constitution d'un groupe à partir d'une diversité de personnes. Dans ce cas, la perception de l'entre-soi est vécue par les personnes concernées comme constructive puisqu'elle permet au projet d'exister. Pour l'extérieur, cet entre-soi n'existe pas vraiment puisqu'il est limité dans le temps et concerne une action précise.

La réalisation des hyperpaysages à Yvoir a nécessité que des jeunes et des personnes âgées se rencontrent et arrivent progressivement à constituer un collectif dans le cadre du projet. Les participants ont souligné l'importance de cet espace spécifique au groupe. Il ne s'agissait pas d'un entre-soi lié à des situations de vie, mais bien à la réalisation d'une action spécifique.

L'entre-soi excluant

La notion de l'entre-soi n'existe que parce que tout le monde n'en fait pas partie et que donc, certains peuvent se sentir exclus. Pour ceux qui ne participent pas au collectif ou à la dynamique mise en place, l'entre-soi est plutôt perçu négativement, avec des expressions mettant en relief le « eux » ou le « nous ». Il est important pour le groupe de rester attentif à ce que sa propre existence peut générer comme perception à l'extérieur, parfois même sans que cela ne soit voulu.

C'est notamment ce qui s'est passé dans le jardin partagé du Bonnet à Saint-Nicolas qui, alors qu'il est ouvert à tout citoyen, a été perçu comme un lieu réservé à certaines personnes. Pourtant, il ne s'agit pas d'un entre-soi car en son sein-même il y a une large diversité de personnes et d'activités.

L'entre-soi du repli sur soi

Enfin, il y a l'entre-soi comme objectif, mais qui va bien à l'encontre de la cohésion sociale ! Il s'agirait d'un collectif qui cherche à se fermer sur lui-même et à éviter – voire empêcher – toute interaction avec d'autres.

Faut-il sortir de l'entre-soi ?

Cet ensemble de situations montre combien la notion de l'entre-soi doit être approfondie et évaluée en fonction des moments et des objectifs d'une

démarche, mais aussi selon la perception que l'on peut en avoir si l'on est dedans ou dehors.

Ceci dit, dans la société, on nous montre tellement d'entre-soi qu'il est difficile – voire injuste – de toujours s'y opposer : les entreprises privées ont leurs propres espaces où elles échangent entre elles sans y associer leurs clients ou d'autres points de vue ; les élus politiques disposent également – que ce soit à l'échelon local ou international – de réunions en cercle fermé ; les professionnels aussi ont parfois besoin ou envie de se retrouver entre eux. Du coup, pourquoi les citoyens seraient-ils différents, n'auraient-ils pas les mêmes envies ? devraient-ils fonctionner en dehors de tout entre-soi ?

Même si ces références aux mondes économique, politique et professionnel peuvent être questionnées, l'entre-soi devient une notion éminemment politique qui n'est envisagée qu'avec une seule catégorie d'acteurs et de personnes. Il s'agit d'un objectif de société.

Toutes les situations et expériences abordées ci-dessus montrent que l'entre-soi a des côtés positifs : l'entre-soi qui stimule, qui rassure, qui aide à se sentir reconnu ; l'entre-soi qui fait du bien, qui apporte du plaisir et pousse à en donner ; l'entre-soi comme condition de réussite (car il permet un sentiment d'appartenance), etc. Mais aussi l'entre-soi qui exclut, celui des professionnels et des élus qui se crée quand on est dans des enjeux de pouvoir...

De manière générale, les expériences et échanges permettent d'affirmer que toutes les actions de cohésion sociale – même quand elles s'appuient sur un collectif qui a besoin de moments et d'espaces pour lui – cherchent à générer/renforcer de nouvelles connexions entre acteurs, avec une perspective constante d'ouverture. On est bien sur une démarche, un travail sur les comportements et attitudes qui ne se décrète pas une fois pour toutes.

Permettre un élargissement et construire des connexions

Les expériences montrent une grande diversité de pistes pour élargir et connecter les acteurs impliqués. Volontairement on ne parlera pas de connecter les « publics » car il s'agit bien d'une diversité d'acteurs.

A plusieurs reprises, on a évoqué cet élargissement via la connexion de plusieurs entre-soi, c'est-à-dire

en faisant se croiser différents collectifs constitués autour de dynamiques différentes. Considéré de manière isolée, chaque collectif peut être vu comme un entre-soi, mais une fois qu'il commence à être en contact avec d'autres collectifs, c'est comme si ça devenait une connexion de différents entre-soi.

Parmi les pistes évoquées pour inciter cet élargissement, citons :

- **Le lieu** (un local...) qui permet d'organiser des croisements et qui a été cité dans plusieurs expériences comme un manque.

Le Collectif 13 à Marchin, grâce à l'immeuble de logements et au local didactique, peut matérialiser des étapes de son travail (la fresque) et organiser des rencontres.

- **Les activités** qui ne prennent du sens que s'il y a du monde.

Le troc itinérant à Visé est né de la volonté de rencontre entre différents collectifs. Et pour que le troc fonctionne, il faut du monde et de la diversité !

- **Les partenaires** qui, parce qu'ils ont chacun leur point d'entrée et leur manière de travailler, contribuent aux croisements entre groupes.

- Les démarches qui cherchent à agir sur **la vie publique**.

Les conseils de participation à Charleroi, parce qu'ils doivent formuler des propositions d'intérêt collectif soumises au Collège, sont constitués d'acteurs divers.

Les référents des logements sociaux à Verviers cherchent à améliorer le vivre ensemble du quartier et doivent donc intégrer une diversité de points de vue.

Une diversité d'actions pour une diversité de personnes

Comme de nombreuses autres expériences, le jardin partagé du Bonnet a multiplié ses actions au-delà du jardinage pour encourager la rencontre et les échanges (cours de cuisine, bien-être...).

- **La communication** qui fait connaître les actions / la démarche de manière plus publique, et qui oblige à formuler ce qu'on fait pour d'autres; la communication peut prendre des formes variées, qu'il s'agisse de documents écrits, d'affiches, d'émissions à la radio ou télévision, du passage par des personnes relais, etc.

- **Les actions inter-communales.**

Parce que la question de l'alcool et des drogues n'a pas de territoire, le PCAD propose un accompagnement des personnes sur plusieurs communes, puis des groupes de parole, en encourageant la participation des personnes à d'autres groupes et activités.

- Le positionnement du PCS qui encourage une démarche de **connexions entre partenaires**, en y associant la population.

En travaillant sur la santé communautaire, le PCS d'Ottignies-Louvain-la-Neuve veut d'abord repenser une forme plus transversale de travail entre les partenaires, mais également en repartant du point de vue des habitants.

Toutes ces pistes mises en œuvre au sein des PCS soulignent l'importance de l'élargissement du groupe, non seulement pour ne pas s'essouffler, mais surtout parce que cela permet de sortir de la catégorisation et de la stigmatisation. Quelques expériences vont même jusqu'à chercher à «faire exploser» les catégories «citoyens», «professionnels», «élus», en argumentant que chacun a ses compétences et qu'on peut/doit même aller jusqu'à questionner le rôle des autres (et y compris le sien).

A nouveau, on voit combien cette question de l'entre-soi est au cœur des démarches et devient un élément fondamental de nombreuses expériences. Pour certaines, il est même l'enjeu politique central.





4. La participation inscrite dans une perspective de changements – *Quels sens pour la participation ?*

Alors que c'était la notion qui était à l'origine des échanges que nous avons eus, le sens de la participation a été peu approfondi au travers des expériences et de leur mise en débat. Du coup, cela vaut la peine de s'interroger sur ce constat : S'agirait-il d'une réponse tellement évidente qu'on ne pense plus à la questionner ? Est-ce lié à une forme d'injonction (notamment de la part du pouvoir subsidiant) qui est, du coup, considérée comme un postulat de départ ? Existe-t-il un *a priori* – peut-être inconscient – que, parce qu'il s'agit surtout de personnes en difficulté, la participation s'impose comme un mode de faire ?

Peut-être existe-t-il un peu de tout cela, mais une analyse plus approfondie des expériences et des débats souligne néanmoins plusieurs raisons d'être de la participation. Sans chercher à les classer par ordre d'importance, ni à les séparer les unes des autres, en voici 5 que nous avons identifiées (les références aux actions des PCS ne signifient pas que l'expérience se cantonne à cet unique sens de la participation).

La participation comme mise en mouvement

De manière implicite, on perçoit que la participation est souvent vue comme une manière de dynamiser des personnes souvent un peu « cassées » par la réalité du quotidien et le poids des soucis. Parfois, cet état pourrait même aller jusqu'à un découragement, une impression que « rien ne vaut la peine » et donc un défaitisme enraciné profondément.

Du coup, remettre en mouvement ces personnes « cabossées » par la vie ou installées dans une forme d'immobilisme devient une raison d'être de la participation pour les PCS. Pour initier ce mouvement, on ne sait pas toujours bien comment s'y prendre, alors souvent le plus simple est d'abord d'aller à la rencontre des personnes, leur transmettre un message que « quelque chose est possible » et créer les conditions d'un dialogue. Après on verra ce qu'on peut mettre en place.

A Marchin, l'animatrice est d'abord allée à la rencontre des habitants et a compris l'urgence des questions de logement. Face à ces situations, elle

n'a pas baissé les bras et, au contraire, elle a incité à bouger. Le résultat a été une interpellation de la société de logement et de la commune, ce qui a notamment permis d'initier un projet de rénovation pensé avec les habitants.

Le troc itinérant de Visé permet, grâce à ces séances dans des lieux chaque fois différents et avec des personnes de plus en plus nombreuses, de remettre des personnes dans une dynamique d'échanges et de rencontres.

A Yvoir, le pari a été de se dire que différents groupes d'habitants qui, au départ avaient chacun leurs espaces et lieux de vie/rencontre, pourraient créer une nouvelle dynamique en participant ensemble à un projet. Les hyperpaysages sont devenus des supports de ce travail commun où jeunes et personnes âgées ont réussi à générer une nouvelle énergie.

La participation pour mettre en valeur les savoirs, engagements et compétences des citoyens

Souvent en complément de la participation comme mise en mouvement, on observe des actions qui se construisent en s'appuyant sur la compétence des habitants, qu'elle soit déjà reconnue ou non. Ici le sens de la participation est la mise en valeur des citoyens. S'il existe un tel besoin de valorisation, il peut se justifier à deux niveaux :

- **la mise en valeur des citoyens leur permet de retrouver confiance en eux**

Mener des actions qui mettent en valeur les citoyens fait souvent partie d'une démarche qui cherche à renforcer l'estime de soi, à dire qu'on est capable, que quelque chose est possible. On voit directement le lien avec la participation comme mise en mouvement, abordée ci-avant.

- **la mise en valeur des citoyens communique une autre image d'eux à l'extérieur**

A partir du moment où ces actions sont rendues visibles au-delà des personnes directement concernées, on voit qu'il s'agit aussi d'une mise en valeur aux yeux des autres, ceux-ci pouvant être d'autres

citoyens, des institutions, des pouvoirs publics, de la même commune ou d'ailleurs.

Ces deux niveaux ne sont pas toujours visés par les actions qui cherchent la mise en valeur, mais on voit bien comme ils peuvent être interconnectés.

A Amay, l'origine du « café papote » est d'arrêter de penser pour les gens et d'ouvrir un espace qui permette l'expression des habitants, qui amène des réponses à leurs questions et qui, progressivement, leur donne l'envie et l'énergie de penser des actions pour le quartier. Mis en valeur, ils sont aussi reconnus par les élus communaux.

Le jardin du Bonnet à Saint-Nicolas est un lieu de rencontre pour les habitants autour des compétences de jardinage, mais aussi de cuisine et de bien-être. Il met en valeur les citoyens et propose aussi des cours pour développer leurs capacités.

La soirée de la cohésion sociale à Philippeville est avant tout un lieu de présentation publique des initiatives et compétences citoyennes. La reconnaissance par les autres a aussi un effet de renforcement des personnes qui ont mené et développé les actions.

La participation comme chemin vers « l'autonomie »

Plusieurs expériences cherchent à créer les conditions pour que des personnes en situation difficiles arrivent à s'en libérer. Certains parlent d'autonomie, mais cette notion est à prendre dans le sens d'une émancipation volontaire, et non d'une injonction construite de l'extérieur.

On peut l'observer au travers de démarches pensées pour et avec des personnes devant faire face à une situation d'oppression, de discrimination... Mais elle peut aussi concerner de nombreux autres processus qui cherchent à valoriser tout citoyen, à développer ses capacités à agir sur lui-même et à prendre une place dans la société.

Dans le cadre du point contact alcool et autres drogues (Florennes, Mettet et Philippeville), l'animateur explique son attitude de « paternalisme libertain » qui souligne son rôle d'accompagnant combiné au principe que « a priori les gens ont raison ». Il s'agit bien d'un chemin vers l'autonomie.

Barbarie, à Saint-Nicolas, réunit un groupe de filles qui se mobilisent autour des injustices subies en tant que jeunes femmes. Par leur expression individuelle, puis collective, elles dénoncent des situations inacceptables. En le communiquant publiquement (expo...), c'est avec l'objectif que d'autres femmes puissent se libérer et se sentir plus fortes pour avancer.

La participation pour générer un changement de société

Même si les premières perspectives de la participation soulignent des processus de changement davantage centrés sur les personnes, un autre sens donné à la participation est de s'appuyer sur les citoyens pour contribuer à des changements de société.

Ici, il s'agit de démarches qui habituellement n'étaient pas menées avec les citoyens et qui cherchent à modifier les modes de faire, en se basant sur la participation des citoyens et sur l'enrichissement des réflexions et points de vue qu'ils peuvent apporter. On perçoit bien que cette approche de la participation ouvre la possibilité au questionnement des rôles habituellement pris ou donnés aux différents acteurs. Au-delà des évolutions dans les modes de travail mis en œuvre, il s'agit d'aborder les rapports sociaux, les interrelations entre les acteurs, et donc une autre vision de société.

La démarche en santé communautaire mise en place à Ottignies-Louvain-la-Neuve cherche à réduire les inégalités sociales en les mettant en question grâce à un travail avec les partenaires et les citoyens. De plus, c'est l'occasion d'aborder aussi le mode de travail entre professionnels et habitants, ces derniers n'hésitant pas à souligner ce qui devrait évoluer dans l'attitude de certains professionnels.

Le groupe de travail « Participation citoyenne » de Florennes part du postulat qu'il n'est pas possible de penser les actions sans les citoyens. Il devient l'espace transversal du Plan de cohésion sociale pour accompagner les actions avec les citoyens pris comme partenaires à part entière.

La participation pour générer une coresponsabilité

A plusieurs reprises, l'idée de « responsabiliser les citoyens » est apparue dans les débats. Plusieurs intervenants parlaient aussi de coresponsabilité.

Loin d'une bagarre de termes, il s'agit de bien comprendre ce que ce mot signifie. La coresponsabilité est un partage de responsabilités entre plusieurs personnes ou acteurs, avec l'idée que ce partage est négocié et défini conjointement et sur un pied d'égalité entre les acteurs. Du coup, dans les expériences de cohésion sociale, il peut s'agir d'un partage entre citoyens et pouvoirs publics.

Certaines démarches s'inscrivent dans cette perspective, sans nécessairement arriver à un partage de responsabilités discuté et défini conjointement. On observe notamment des expériences qui cherchent à faire émerger des points de vue citoyens pour alimenter ou préparer des décisions politiques.

A Charleroi, les conseils de participation sont pensés pour associer les habitants aux projets de la commune, en leur permettant de faire des propositions et d'élaborer des projets d'intérêt collectif. Leur mise en œuvre démontrera s'ils sont parvenus à générer des formes de coresponsabilité.

A Verviers, les référents d'immeuble constituent des acteurs devenus progressivement incontournables pour réfléchir, proposer et mettre en œuvre les règles de la vie en commun dans les immeubles sociaux. Un des résultats est l'amélioration des relations entre locataires et société de logements.

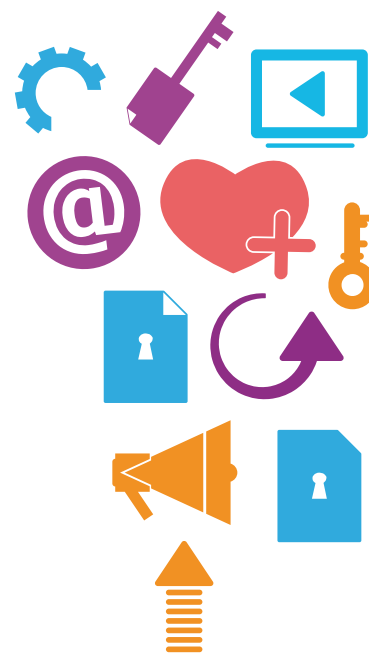
Ces cinq sens de la participation se complètent et de nombreuses expériences de PCS en articulent plusieurs, un sens pouvant assez facilement en amener un autre.

Si l'on regarde les sens de la participation évoqués lors des premières journées de travail et amenés par Periferia (voir le chapitre 1 sur « Participer et se mobiliser, pour quoi faire ? »), on constate que les éléments ci-dessus amènent de nouvelles dimensions qui viennent enrichir le panorama des raisons d'être de la participation, cette fois davantage centrées sur les enjeux de la cohésion sociale.

L'enjeu de co-construire le sens de la participation

Ce qui a été souvent souligné au cours des journées, c'est que le sens de la participation est rarement discuté de manière large avec tous les acteurs, ce qui amène cette vision implicite qu'il faut de la participation. De ce fait, le sens de la participation est souvent vu à partir du seul prisme des travailleurs, comme par exemple sous la forme de « promouvoir le citoyen acteur (critique), le citoyen porteur de projet, le citoyen autonome », mais est-ce bien cela que le citoyen souhaite ? Et l'élu politique ?

Du coup, une recommandation issue des échanges est de **(re)-questionner le sens de la participation avec les différents acteurs (y compris les citoyens), que ce soit au début ou en cours de processus**. C'est dans ce sens que Periferia avait proposé une grille d'analyse au cours des journées (téléchargeable sur le site de la DiCS¹); cette grille – appelée à évoluer – est un prétexte, un support pour analyser sa pratique entre tous les acteurs.



¹ <http://cohesionsociale.wallonie.be/actions/la-mobilisation-et-la-participation-citoyennes-dans-tous-leurs-etats-2014-2015-2016>



5. Besoin de soutien politique et nécessité de réflexion politique – *Quels liens au « politique » ?*

Depuis les premières présentations d'expériences et les échanges qu'elles ont générés, la question du lien aux élus politiques a été largement soulevée, particulièrement au niveau de leur soutien et information par rapport aux actions de cohésion sociale. Elle est donc devenue un sujet de questionnement tout au long du travail mené, tout en s'élargissant : partant du constat que, de manière générale, les élus politiques étaient peu présents lors des actions menées par les PCS, c'est la dimension politique des actions de cohésion sociale qui doit être mise en débat. Du coup, nous en sommes arrivés à aborder la question plus globale des liens au politique.

Elle se décline donc sous deux aspects : le lien aux élus politiques, d'une part, le lien à la dimension politique et aux politiques publiques, d'autre part.

Comment se positionnent les élus ?

Il n'est pas simple de répondre à cette question appliquée aux actions de cohésion sociale ! De plus, les spécificités de chaque expérience et commune ne permettent pas de tirer des conclusions générales.

Au sein des communes, la répartition des rôles en lien avec la cohésion sociale, entre équipe PCS, autres services communaux, élus et Collège, n'est pas toujours facile à comprendre. Et est-elle à la hauteur des questions de cohésion sociale ?

« Les services et les élus ne sont pas tous sur la même longueur d'onde ; or ce sont eux qui décident. »

« Le rôle du PCS est de transmettre des besoins et sensibiliser les politiques avec une démarche structurée, par exemple avec un cahier de recommandations. De plus, ça donne de la visibilité à la démarche. »

« On doit cadrer les démarches micro, alors que les démarches macro ne sont pas toujours cadrées ! Cela doit être expliqué dans le cadre de la politique générale. La participation doit être intégrée ; or les élus n'ont pas tous intégré la démarche. »

« Parfois ils s'étonnent de notre capacité à construire des démarches égalitaires, qui peuvent remettre en question les notions de pouvoir. »

Le rôle stratégique des PCS grâce à leur contact privilégié avec la population

De par leurs fonctions, les équipes PCS sont toutes au contact direct de la population, c'est leur raison d'être. Cette proximité leur permet d'entendre de nombreuses demandes, critiques, propositions liées à tous les domaines. Même si toutes ne sont pas de la responsabilité des communes, on peut se demander pourquoi – dans la plupart des cas – il n'existe pas de suivi permanent de ces informations venant de la population et qui pourraient pourtant orienter l'action publique. De plus, la diversité des domaines auxquels touche la cohésion sociale exige une forme de consensus ou de vision commune de la part de l'ensemble des élus locaux.

Les équipes PCS se retrouvent parfois dans une situation compliquée entre des demandes d'habitants qui ne rencontreront des réponses que longtemps plus tard ou des initiatives d'élus qui définissent des actions de terrain qui n'ont pas toujours fait l'objet d'une concertation avec leurs collègues élus ou avec les services. Cette position n'est pas toujours simple à tenir et c'est pourquoi elle est apparue souvent dans les débats.

Plus fondamentalement, les échanges à partir des expériences entre PCS et de celles menées dans d'autres contextes par Periferia ont suscité de nombreuses préoccupations sur l'attitude des élus.

Les attitudes des élus politiques locaux

Sans chercher à être exhaustif, les expériences menées montrent différents cas de figure de la part d'élus :

- au lancement d'une action menée à l'initiative d'habitants et/ou de travailleurs, pas d'adhésion, mais un laisser faire, puis un intérêt plus marqué en fonction du « succès » que va rencontrer l'action ; succès qui peut se marquer par le nombre de participants, la visibilité de l'action, son inscription dans la durée, les résultats qu'elle provoque ... ;

- un soutien et une concertation permanente entre équipe PCS et élus, marqués par des relations de confiance envers les travailleurs ;

- une réaction à une interpellation d'habitants, qui peut amener un élu à soutenir un projet de cohésion sociale et s'y impliquer, y compris par des moments de dialogue avec les habitants;

- un laisser faire d'élus qui peut aller, d'un côté, de la méconnaissance de ce que l'équipe PCS mène comme actions, jusqu'à, d'un autre côté, une liberté d'action, parfois conditionnée par une exigence de résultats et une obligation de réussite;

- une définition des projets conçus par des élus qui seront mis en œuvre par l'équipe PCS;

- la volonté de ne pas amener de dimension politique dans des actions de cohésion sociale pour garantir la libre action des habitants et travailleurs.

De leur côté, les équipes PCS procèdent de différentes manières: travailler puis informer le politique, passer par le directeur administratif, obtenir l'accord du politique au préalable ...

Face à cette diversité d'attitudes des uns et des autres, il n'y a pas de mode d'emploi qui permettrait aux équipes de savoir quand et comment impliquer les élus, ni qui donnerait aux élus la juste mesure de leur participation aux actions de cohésion sociale. Étant donné que les constats portaient essentiellement sur une trop grande distance d'élus par rapport aux équipes et actions menées, les échanges ont permis d'identifier quelques pistes possibles:

1) sensibiliser les élus politiques à l'importance et aux impacts de la participation, finalement mal connue ou mal perçue, pour qu'ils en fassent un mode d'action transversal qui tienne davantage compte des citoyens (l'implication du bourgmestre est importante et pourra faciliter le processus); on souligne une inquiétude de certains élus par rapport à la participation, ce qui nécessite d'en parler et de rassurer, sans doute aussi en utilisant des modes plus créatifs de sensibilisation;

2) encourager les attitudes de soutien et reconnaissance des élus pour qu'ils facilitent la mise en œuvre des actions de cohésion sociale, ce qui sous-entend qu'ils en comprennent bien les finalités, voire qu'ils aient pu prendre part à leur mise en débat et leur conception;



3) démarrer par des actions modestes, de petite ampleur, qui permettent ensuite d'enclencher d'autres projets – avec peut-être un budget participatif comme amorce – et de montrer progressivement les avantages de la participation aux élus politiques;

4) inciter les élus à se donner des moments pour se «dé-formater», de la même façon que tous les autres acteurs; ce qui implique d'oser, à certains moments, sortir de son rôle et/ou accepter des questionnements des autres acteurs (notamment les habitants).

Quel rôle pour la Région ?

Le Ministre des Pouvoirs locaux est à l'origine des PCS et en finance une part importante. Le personnel de l'administration en charge du suivi des Plans (DiCS) est en contact régulier avec les équipes PCS dans les différentes communes, ce qui lui confère un rôle d'accompagnement et de promotion des processus participatifs.

A plusieurs reprises, on a évoqué l'importance de la DiCS qui contribue à la reconnaissance des actions de terrain. Récemment, elle a d'ailleurs publié un guide de bonnes pratiques locales de cohésion sociale (document téléchargeable sur le site de la DiCS¹). D'autres formes de soutien pour donner de la visibilité au travail des PCS pourraient être envisagées, par exemple via les médias de communication (une page facebook a été créée²), etc. Un réseau des

¹<http://cohesionsociale.wallonie.be/publications/coh%C3%A9sion-sociale-droits-fondamentaux-et-pauvret%C3%A9-guide-de-bonnes-pratiques-locales>

²www.facebook.com/cohesionsociale

PCS wallons vient d'être initié en 2016 pour faciliter et renforcer les échanges entre chefs de projet et ainsi diffuser les actions à plus-value positive vers tous les acteurs et décideurs locaux.

Le rôle de sensibilisation de la DiCS auprès des élus politiques locaux a également été souligné, d'autant plus qu'apparaît parfois un décalage entre ce qui est défini dans le décret régional et l'attitude ou la vision des autorités locales dans les communes.

La cohésion sociale, une démarche politique

Prononcer le terme politique fait parfois réagir, que ce soit entre travailleurs ou dans les quartiers. Souvent on reçoit alors le commentaire « non, mais moi je ne fais pas de politique ». Et pourtant, en passant en revue les différents sens que l'on donne à la participation dans la cohésion sociale, il s'agit bien de processus politiques – bien sûr pas partisans – mais qui remettent le citoyen au cœur d'une démarche politique en lien avec les autres citoyens.

Cela se traduit par différentes approches :

- chercher à avoir une influence, un impact sur l'évolution des politiques publiques

Quelques expériences ont clairement cet enjeu au cœur de leur action.

L'expérience d'Ottignies-Louvain-la-Neuve cherche à réduire les inégalités sociales sur les questions de santé en les questionnant.

- positionner des actions avec un objectif politique ou pour dénoncer des injustices

D'autres actions ne sont pas centrées de manière directe sur une politique publique, mais cherchent à avoir un impact.

Le jardin partagé du Bonnet à Saint-Nicolas a un objectif politique sur la santé à partir d'une autre alimentation et de connexions avec d'autres dimensions (bien-être...).

Barbarie à Saint-Nicolas a un enjeu politique de dénonciation d'injustices faites aux femmes.

- construire une nouvelle philosophie et des nouvelles pratiques politiques

Parfois, il s'agit de repenser la manière de fonctionner et d'inventer d'autres modes de faire.

Le PCS de Florennes a pris ce parti avec le groupe de travail « Participation Citoyenne » et son option affirmée d'un large partenariat « citoyen compris » et en coresponsabilité.

- ramener le chaînon « humain » manquant dans les politiques publiques

Certaines démarches cherchent à redonner de la place à l'individu, à la personne pour qu'il puisse assumer son rôle et être reconnu comme élément à part entière des politiques publiques.

Le point de contact alcool et autres drogues, par le travail de son animateur, montre l'importance de réintégrer les liens humains dans les politiques publiques.

Toutes ces approches constituent des dimensions politiques des actions de cohésion sociale. Et la grande majorité ont – de manière affirmée ou non – un objectif sous-jacent de « **se réapproprier le sens politique** ».

Le café papote d'Amay, le Collectif 13 de Marchin, les référents d'immeuble à Verviers, les conseils de participation à Charleroi... sont autant d'exemples qui cherchent à redonner aux citoyens leurs capacités à agir sur leur environnement et à devenir acteurs dans la vie collective.





6. Des atouts pour la participation



Au cours des échanges, d'autres éléments d'analyse sont apparus. D'une part, la place du travailleur – déjà en partie abordée dans la partie précédente en lien avec les élus politiques – s'est révélée essentielle et est évoquée ci-dessous sous le prisme de l'attitude dans le travail en cohésion sociale. D'autre part, les expériences ont mis en avant l'importance du partenariat et du travail en réseau, ainsi que plusieurs facteurs qui encouragent les démarches de participation. Enfin, il reste des questions ouvertes qui pourraient constituer des atouts, mais ne sont apparues que ponctuellement dans l'une ou l'autre expérience et nécessiteraient d'être approfondies.

L'attitude des travailleurs

«J'ai l'impression de relever des besoins tout le temps.»

«Le public veut des résultats tout de suite, mais les procédures de marchés publics, etc. risquent de décourager. On a donc un aspect pédagogique à développer, mais c'est très compliqué.»

«On est dans deux mondes différents : la population et le politique/administratif. Mais les démarches participatives peuvent aider à comprendre les procédures et délais ; il faut arriver à clarifier les rôles de chacun.»

A partir de ces quelques commentaires récoltés, on observe la complexité de la position du travailleur. Et, du coup, même si cette question de la place du travailleur ne faisait pas partie des éléments d'analyse transversaux initialement pensés, elle s'est rapidement imposée comme une composante cruciale des démarches de participation.

Au fil des échanges autour des pratiques abordées durant nos journées de travail, nous avons recueilli plusieurs caractéristiques des travailleurs dans le cadre d'actions de cohésion sociale :

- **De l'écoute :** toujours essayer de répondre aux demandes, être une présence rassurante, disponible
- **Des ressources :** être un support, disposer d'une boîte à outils, transmettre des outils novateurs, pouvoir être « cadrant », être créatif
- **De la pédagogie :** arriver à transmettre, mettre en valeur
- **De l'audace :** oser parfois adopter une attitude « borderline », oser inverser les choses, oser questionner, oser sortir des logiques habituelles
- **De la souplesse :** s'adapter, ne pas tout penser et prévoir à l'avance, arriver à changer ses propres attitudes et représentations

- **De l'humilité** : arriver à se retirer, ne pas rester central, passer la main, accepter que le projet évolue et devienne autre chose, laisser d'autres reprendre le flambeau, avoir le souci de la pérennité et donc favoriser un passage en douceur pour que le projet continue

- **De l'enthousiasme** : booster, encourager, stimuler, valoriser

Au-delà de toutes ces caractéristiques – qui pourraient donner l'impression qu'on cherche à dresser un profil type –, il y a la personnalité de l'animateur et plusieurs expériences ont montré **« l'importance de la personne au-delà du rôle »**. D'ailleurs, ces mêmes expériences amènent souvent un autre commentaire, à savoir *« tous sur le même pied »*, ce qui replace la dimension humaine au cœur des échanges.

Plusieurs travailleurs ont également insisté pour dire que *« le rôle est construit par la personne »* et que donc chaque travailleur a sa manière de l'aborder et de le mener.

Il n'y a donc pas une seule bonne attitude, mais un ensemble d'éléments à prendre en compte, même si les caractéristiques reprises ci-dessus apportent des éléments importants qui spécifient les rôles et qualités des travailleurs.

La force du travail en réseau

Comme cela a été maintes fois souligné, les actions de cohésion sociale ne se construisent et ne se réalisent pas uniquement par le biais des équipes PCS; elles sont généralement le fruit de nombreux partenariats avec d'autres services communaux, des associations, des citoyens.

La démarche des PCS est construite en s'appuyant sur les partenaires et ceux-ci jouent un rôle fondamental dans les dynamiques de participation :

- parce que la cohésion sociale n'a pas de sens si elle n'est pensée que depuis une équipe au sein de l'administration communale; elle a besoin des apports, pratiques et expertises d'autres acteurs de la société;

- ce sont souvent les partenaires qui mettent en œuvre des démarches de participation (parfois avec plus de facilité et liberté que les services communaux); ils sont donc au cœur des processus participatifs;

- ils contribuent au croisement des publics, chaque partenaire amenant de nouvelles personnes dans les démarches de participation et évitant ainsi toute forme d'entre-soi;

- enfin leur présence encourage la mutualisation des moyens et les complémentarités.

Il apparaît clairement – et les expériences analysées l'ont montré également – que le rôle des partenaires et la force du réseau font partie des démarches de participation et sont à valoriser davantage.

Des facteurs qui facilitent

Au cours des échanges, on a aussi souligné :

- **L'importance de la durée**

La plupart des expériences montre que les démarches se passent sur des durées de plusieurs mois, voire plusieurs années et que c'est grâce à ce long laps de temps que la participation permet d'obtenir des résultats. Dans de nombreux cas, les actions cherchent à générer des changements au niveau des manières d'être ou des modes de faire, ce qui exige toujours du temps.

- **La nécessité d'un lieu d'ancrage**

L'ancrage d'une démarche de participation apparaît chaque fois comme un élément fondamental car il permet de donner un repère à la démarche et, souvent, de rendre plus visibles les résultats provoqués. Il peut s'agir d'un local (parfois, des containers provisoires) ou d'une personne (qui peut être l'animateur), voire d'un contact sous la forme d'un téléphone.

Le lieu d'ancrage devient un catalyseur de la rencontre, de la mise en contact des personnes et des acteurs.

Des questions à approfondir

Plusieurs aspects ont été abordés, sans pouvoir être approfondis :

• Tout ce qui vient du citoyen est-il légitime ?

Dans les démarches de participation, on a parfois tendance à prendre toute parole d'habitant comme une référence, voire comme une vérité à ne pas questionner. Mais il s'agirait d'une légitimité par rapport à qui ? et sur quelles valeurs ?

On touche ici à la volonté de reconnaître le citoyen et donc sa parole, dans une démarche qui pourrait même à certains moments être empreinte d'assistancialisme bienveillant. On voit toute l'importance d'approfondir cette question car elle influence la relation établie avec le citoyen.

Ceci dit, nos échanges ont permis d'affirmer que de toute façon il est légitime de se saisir de ce qui vient du citoyen, comme on se saisit de ce qui vient d'un expert, de techniciens ou d'élus.

• Comment pérenniser des démarches au-delà des personnes ?

Souvent les démarches et dynamiques mises en place sont le fruit de l'implication d'une ou plusieurs personnes et sont très en lien avec leurs personnalité, sensibilité, manière d'être, comme cela a été souligné dans plusieurs expériences. Du coup, est-il possible d'envisager une poursuite après leur départ ?

La préoccupation de la pérennisation est importante et c'est donc la question des formes de transmission qui se pose. Mais peut-être faut-il aussi se demander si l'action concernée doit vraiment se poursuivre...

• A partir de quand faut-il contractualiser ?

L'une ou l'autre expérience ont entraîné des questionnements autour de la contractualisation dans le cadre d'actions menées (comme, par exemple, avec le citoyen animateur du point de contact alcool-drogues). Il s'agit de voir quel est le statut de ces personnes. Mais ces notions mériteraient d'être analysées davantage car est-ce le statut qui donne de la reconnaissance ? et une contractualisation, est-ce bien cohérent avec les notions d'engagement et de volontarisme défendues par les PCS ?

Une des équipes explique qu'elle refuse les formes d'institutionnalisation, mais qu'elle joue un rôle de garant institutionnel. D'autres estiment que c'est surtout la liberté et non-obligation qui aident à ce que les dynamiques participatives et l'implication citoyenne fonctionnent.

Le débat est ouvert, et donc à poursuivre.





Depuis 2014, les questions de la mobilisation et de la participation citoyennes sont au cœur de cette démarche collective d'échanges. A la croisée de pratiques de terrain, d'analyses conjointes et d'apports nés de différents contextes, plusieurs éléments fondamentaux autour de la mobilisation et de la participation citoyennes ont ainsi été abordés.

Questionner le sens de la participation

Les dynamiques de cohésion sociale impliquent, par nature, de la participation. Et le décret wallon en fait même une injonction aux communes et donc aux équipes PCS. Pourtant, **la participation ne se décrète pas une fois pour toutes. Elle doit sans cesse être requestionnée et réappropriée localement**, dans chaque commune, chaque quartier afin de lui donner tout son sens et toute sa puissance. D'autant que la cohésion sociale s'inscrit clairement dans une perspective de transformation et de changement à des niveaux individuels, collectifs et de politiques publiques.

En impliquant tous les acteurs

Cette réflexion sur le pourquoi de la participation n'a de sens que si elle est menée entre les différents acteurs locaux (citoyens, associations, services et élus communaux) pour que chacun y trouve un intérêt, une perspective mobilisatrice et donc une forme d'engagement. C'est la force du réseau sur lequel sont bâtis les PCS, avec la présence de partenaires associatifs et publics, qui peut et doit contribuer à donner ce sens aux démarches de participation. Sans cette **réflexion menée avec tous les acteurs (y compris les citoyens et les élus politiques)**, la participation n'a que peu d'intérêt.

Penser la mobilisation en fonction de l'objectif de participation

Partant de là, la question de **la mobilisation fait partie de la manière de mettre en œuvre la participation**, et doit donc avant tout être pensée en fonction du pourquoi de la participation. On ne va pas chercher à toucher les personnes de la même façon si l'on veut constituer un collectif autour des questions de discrimination, si l'on s'engage dans la mise en place d'un budget participatif ou s'il s'agit d'un processus de co-construction entre citoyens et pouvoirs publics. Il n'existe pas de boîte à outils miraculeuse qui garantisse la mobilisation, mais les échanges d'expérience sont une importante source d'inspiration pour penser les manières de faire.

Veiller à l'ouverture et la diversité

La notion de l'entre-soi apparaît un peu partout : reconfortante ou enfermante selon les moments, elle est souvent questionnée. C'est sans doute dans un juste équilibre entre une vie de groupe et une ouverture à d'autres que se tracent les chemins de la cohésion sociale.

Peut-être que l'émergence de nombreuses initiatives citoyennes au cours de ces derniers mois et années montre aussi le besoin urgent de sortir des clivages et de nombreux entre-soi dans lesquels nous nous enfermons, souvent même sans nous en rendre compte... Si ces initiatives ne rassemblent pas nécessairement les mêmes personnes que les groupes mobilisés dans le cadre des PCS, n'aurait-on pas tout à y gagner à tenter des connexions et favoriser des espaces de rencontre ? D'autant que tous semblent avoir envie de changements...

Continuer à faire vivre ces réflexions

La dynamique est lancée: toutes ces réflexions mettent la participation et la mobilisation dans tous leurs états! Il ne s'agirait pas d'en rester là et de ranger cette publication au fond des tiroirs. Elle a pour vocation d'inciter de nouveaux débats, d'être questionnée le plus largement possible.

Servez-vous en:

- comme support lors de moments de prise de recul sur les pratiques en équipe;
- pour encourager des questionnements entre professionnels, entre partenaires; de tels questionnements peuvent être des leviers pour ne pas s'inscrire dans des normes dominantes, dans des habitudes;
- susciter des discussions avec des citoyens (eux qu'on souhaite mobiliser!), questionner le sens qu'ils donnent à leur participation;
- provoquer des réflexions, convergentes ou divergentes, sur le sens de la participation avec des mandataires politiques;
- inspirer, fournir des exemples d'expériences et des arguments en faveur de la démocratie participative à ceux qui souhaitent initier des démarches de participation.

Cette publication est une invitation à dialoguer ... et doit donc circuler!



Expériences de terrain

5 expériences de participation en Région de Bruxelles-Capitale,
présentées par Periferia

12 expériences de cohésion sociale en Wallonie, présentées par les équipes PCS

Dans les pages qui suivent :

> 5 expériences bruxelloises présentées par l'association Periferia (il ne s'agit pas de pratiques construites dans le cadre de Plans de cohésion sociale).

En regard de chacune, sur les pages de droite, on retrouve quelques éléments des débats qu'elles ont suscités au sein des équipes PCS. Il ne s'agit pas de conclusions sur la manière de faire, mais de réflexions liées à l'expérience spécifique.

> 12 expériences wallonnes mises en œuvre dans le cadre de Plans de cohésion sociale.

La description sur les pages de gauche a été réalisée par les équipes PCS. Les pages de droite relatent les échanges qu'elles ont permis avec l'ensemble des participants. Il ne s'agit donc pas d'une analyse approfondie, ni d'une conclusion sur les expériences, mais d'avis et réflexions exprimées lors des échanges.



**Des expériences de participation
en Région de Bruxelles-Capitale,
présentées par Periferia**





Atelier de Travail Urbain à La Roue, Anderlecht

Un atelier de quartier pour coproduire des aménagements de quartier: quand les citoyens participent à la construction de décisions pour leur environnement, avec les services et élus politiques – 2009-2012

Au départ

La Roue est un quartier – une cité jardin – qui avait reçu peu d'attention, notamment en termes d'aménagement d'espaces publics, au cours des années précédant la mise en place de l'atelier. La commune est alors arrivée à mobiliser un montant important auprès de Beliris (Fonds fédéral pour la Région bruxelloise). L'Echevin en charge des Travaux publics a alors décidé de faire le choix des projets à développer avec les habitants.

Periferia – avec l'association *ipé* – répond à l'appel d'offre lancé par la commune pour animer une démarche de participation qui devra permettre de définir avec les habitants comment investir au mieux ce montant dans le quartier. En juin 2009, le premier atelier de travail urbain a lieu: environ 80 habitants, les services communaux, l'échevin et le bourgmestre commencent à dialoguer – parfois de manière vive – autour des enjeux pour le quartier: mobilité, espaces publics, espaces de circulation (les venelles de la cité-jardin).

La dynamique des ateliers mensuels est enclenchée

Initialement prévus pour un an, les ateliers vont finalement se dérouler pendant quasiment 3 années, au rythme d'une rencontre par mois, sous la forme de réunions, diagnostic en marchant, visites/travail dans le quartier, et parfois la découverte d'autres quartiers.

La participation est significative et assez régulière, avec 30 à 80 personnes selon les fois, et une diversité d'acteurs: habitants, associations, services, élus, bureaux d'étude, région.

Néanmoins, les débats sont parfois houleux, les oppositions font partie des échanges... mais progressivement l'atelier produit des documents utilisables par tous: un compte-rendu par atelier (avec des recommandations pour les projets), une carte diagnostic du quartier (incluant les problèmes, mais aussi les potentiels), un tableau de bord des investissements (coût et échéancier de chaque projet), un plan vert élaboré par l'association *ipé*.

La force du dispositif collectif

Le diagnostic en marchant, réalisé lors du deuxième atelier, a été un moment fondateur de la démarche et a permis de repérer les atouts et limites du quartier. Très vite, l'atelier a défini des options pour le quartier, remettant parfois en cause des projets envisagés par la commune. Mais l'Echevin a suivi les choix de l'atelier et les a défendus au sein du Collège.

Au cours de la dernière année de la démarche, chaque atelier a débuté avec la présentation d'une initiative individuelle ou collective existant dans le quartier (le projet des jeunes pour l'agoraspace, un journal produit au sein du quartier, l'idée d'une gestion collective des haies et jardins...). Pour les participants de l'atelier, ce fut l'occasion de découvrir les «énergies locales» et celles-ci se sont prolongées au-delà de l'atelier en constituant un collectif d'habitants qui mène de nouveaux projets, comme celui de «Quartier Durable Citoyen».



Contact: Periferia – www.periferia.be



Échanges autour de l'expérience

A qui l'initiative ? Proposer ou laisser surgir ?

L'expérience de La Roue a montré que les citoyens, même s'ils ne sont pas à l'initiative de la démarche, ont répondu présents lors des ateliers et se sont investis avec force dans le processus participatif souhaité par l'élu. A l'heure où l'on parle souvent de Bottom-up et d'initiatives citoyennes, cette expérience montre que ce qui ne vient pas du citoyen peut aussi être porteur. Dans la réalité des PCS, ce sont souvent les élus ou les équipes qui proposent des actions aux habitants. Même si cela peut prendre une tournure différente et évoluer lorsque les habitants se les approprient, l'initiative est souvent professionnelle. Le tout est alors de conserver une posture ouverte pour construire, voire déconstruire, avec les citoyens cette proposition afin qu'ils puissent se la réapproprier.

Le jeu d'équilibriste ou la subtile posture du professionnel

La culture de l'action sociale va dans ce sens : on travaille dans des logiques de projets, d'activation, voire parfois d'assistanat. Souvent on dit qu'on « fait participer » les gens à des « dispositifs » qu'on met en place. Le citoyen n'est pas habitué à pouvoir proposer des activités ou des actions à mener au sein d'une structure. Dans ce contexte, le professionnel doit jongler entre plusieurs postures. Il doit parvenir à faire émerger des initiatives des citoyens, mais ne peut pas rester en attente : il doit les encourager, les stimuler, rebondir sur les idées exprimées. Si cela prend, il s'inscrit en support de la dynamique : il réunit les personnes, structure la discussion, aide à trouver des financements, centralise les informations, identifie les partenaires à contacter... C'est le jeu d'équilibriste qui consiste à rester dans une posture de soutien sans basculer dans le rôle central de celui qui fait tout.

La neutralité : posture impossible pour les PCS ?

L'expérience de La Roue montre tout l'intérêt de pouvoir se reposer sur un animateur « neutre » pour mettre en débat une diversité d'acteurs. Si les échanges nous ont amenés à l'idée que la neutralité n'existe jamais vraiment – et que l'animateur a le droit de conserver ses opinions et de les partager comme tout participant, tant que le jeu du débat reste ouvert – il n'en reste pas moins que la position des équipes PCS est parfois délicate dans des espaces qui mêlent citoyens et élus politiques. Les agents communaux sont alors juges et parties ; ils sont souvent mis sous pression par une forme de loyauté ou de retenue envers leur employeur,

même s'ils ne sont pas d'accord avec les décisions *in fine*. L'issue des échanges risque alors d'influencer également le regard que les citoyens porteront sur ces professionnels. La posture d'animateur devient rapidement impossible à tenir sur le long terme.

Apprendre la démocratie par le vécu / des expériences qui renforcent

La participation n'est pas une attitude innée, encore moins lorsqu'il s'agit d'oser s'intéresser aux affaires publiques. L'expérience de La Roue, comme bien d'autres, a cependant démontré que les citoyens rentrent très vite dans le jeu lorsqu'ils y voient un réel enjeu. Les processus participatifs constituent alors des espaces privilégiés pour développer cette culture de la participation et de la démocratie. D'abord, on se frotte à la vie et l'organisation collective, avec des temps de débat, de construction collective ; on se confronte aux points de vue d'autres et on doit parvenir à se mettre d'accord. Bien souvent, cela nous oblige à adapter nos modes de communication et à apprendre à composer avec des personnalités et intérêts divers. Ensuite, les discussions nécessitent souvent de creuser d'autres questions : quels sont les acteurs impliqués ? quelles sont leurs missions ? combien cela coûte ? quelles sont les démarches à remplir ? qui décide ? comment on choisit entre toutes les options mises sur la table ?... Petit à petit, on acquiert de nouvelles connaissances, mais on invente aussi d'autres modes de faire, d'autres solutions pour agir sur la situation. On fait de la démocratie !

Donner le temps au temps

A la base imaginé pour un an, le processus mené à La Roue a duré trois ans, le temps nécessaire pour aller plus loin et répondre à l'engouement des habitants, mais aussi de la commune, tous désireux d'approfondir d'autres enjeux. Paradoxalement, si le processus s'est maintenu autant de temps, c'est aussi parce qu'il reposait sur une ligne du temps bien définie. Les habitants savaient qu'ils s'engageaient pour aboutir à l'étape d'un plan de réaménagement, que cela passerait par un diagnostic en marchant, par des ateliers et forums. Ils disposaient d'un calendrier clair, qu'ils reconstruisaient au fur et à mesure des étapes atteintes. Le processus s'est ainsi construit à partir d'une première étape, à laquelle des étapes supplémentaires se sont ajoutées progressivement, en fonction des échanges. Mais chaque fois, avec des moments-clés qui permettaient de marquer un aboutissement et d'éviter que les participants ne s'essouffent dans un processus trop long.



Canal Midi

Les habitants veulent donner leur point de vue pour influencer les décisions et élaborent un cahier de recommandations pour se faire entendre

A l'origine, un programme de rénovation urbaine

Le contrat de Quartier Durable est un programme qui permet d'améliorer certains quartiers de Bruxelles en y développant de nouveaux projets : la réalisation de logements, de crèches et d'infrastructures sportives ; la rénovation de voiries et l'aménagement de parcs...

Une somme de 14 millions d'euros, principalement versée par la Région de Bruxelles-Capitale, est accordée à une commune qui dispose de 4 années pour l'utiliser pour le quartier. Une vingtaine de projets sont imaginés, dont le réaménagement de deux parcs.

Pour chaque projet, les habitants mais aussi les travailleurs et usagers du quartier, sont invités à donner leur avis, faire des recommandations, proposer des idées, critiquer des projets... Bref, à penser le projet ensemble, en profitant de leur connaissance du quartier, de son fonctionnement et de ses besoins.

Pour mener cette dynamique participative, l'association Periferia s'est inscrite dans le programme du contrat de quartier. L'équipe est présente dans le quartier pour informer les habitants, récolter leurs avis et envies, organiser des moments de réflexion sur les projets : Quels sont les besoins du quartier ? A quoi doit-on faire attention ? Quelle forme les projets doivent-ils prendre ? Comment assurer une cohérence entre les nouveaux projets et la dynamique du quartier ? ...

Ces moments de rencontre (appelés «ateliers») peuvent prendre différentes formes : visites du quartier, débats, visites de projets extérieurs, activités artistiques, réalisations de croquis, clips vidéo, etc. Ces ateliers ont lieu soit en salle, soit à l'extérieur lors d'animation sur le terrain. Ils sont organisés tant à la demande d'un porteur de projet qu'à la demande d'un groupe d'habitants.

A la fin du processus, tous les avis seront regroupés dans un **cahier de recommandations** qui est remis,

par le chef de projet, aux équipes techniques chargées de réaliser les projets. Une plus-value pour les promoteurs qui peuvent s'assurer de développer un projet cohérent par rapport au quartier, connecté aux habitants qui le vivront au quotidien.

Méthodologie

Le travail de réflexion et de formulation de recommandations s'est déroulé tout au long des mois de mai, juin, août et septembre 2012. Plusieurs étapes et modalités ont été proposées :

- Un atelier d'identification des priorités pour le quartier avec une « cible des besoins ».
- 4 temps d'interpellation et de formulations de propositions auprès des habitants avec un dispositif spécifique pour réfléchir les mouvements et les supports de jeux avec les enfants.
- Un temps de présentation des recommandations lors d'un événement dans le quartier.
- Un temps collectif de validation du cahier de recommandations et une transmission aux élus et techniciens.



Contact : Periferia – www.periferia.be



Le mythe d'une diversité totale

La question de la diversité est parfois un vrai casse-tête pour les professionnels. D'abord, il y a le décret qui demande aux PCS de toucher les populations les plus précarisées et isolées. Mais pour autant, le but n'est pas de créer des espaces «entre pauvres», comme il existe, par exemple, des espaces réservés aux personnes souffrant de problèmes de santé mentale... Non, on cherche une certaine diversité et il y en a énormément au sein de la population : dans les cultures, les langues maîtrisées, les préoccupations, les intérêts, les situations personnelles...

Ce défi pèse lourdement sur les épaules des équipes PCS, qui en tirent des formes de culpabilité. Pourtant, il est important de l'affirmer : on ne parviendra jamais à mobiliser tout le monde. Il faut se faire un deuil de la recherche effrénée de la diversité. D'ailleurs, de quel droit impose-t-on nous aux citoyens de participer ?

Les équipes gardent comme points d'attention de proposer des activités diverses, d'être à l'écoute des demandes des citoyens et de diversifier les formes de mobilisation et d'information afin de s'assurer qu'un maximum de personnes soient au courant de ce qui existe ou peut exister. Après, libre à chacun de s'engager ou non dans l'aventure !

Les politiques : un acteur incontournable mais surtout un objectif en soi

On a – bien sûr – abordé l'importance de l'implication des élus politiques dans les espaces de participation. Pour valoriser la démarche et l'implication de ceux qui s'y sont investis, pour marquer un soutien, pour encourager les équipes sur le terrain... le politique est un acteur incontournable. Mais l'expérience de Canal Midi montre que l'attente des citoyens et des professionnels se situe surtout au niveau des politiques publiques : la manière dont le travail de terrain peut alimenter, faire évoluer, améliorer les politiques mises en place. Et c'est souvent là que le bas blesse.

On reconnaît la légitimité du PCS pour faire émerger les problèmes, mais c'est difficile de les traduire dans des politiques fonctionnelles. Or, si l'on demande aux citoyens de se déplacer, d'analyser des situations, de proposer ou de faire des recommandations, et qu'il ne se passe rien ensuite, ils se désinvestissent, se fâchent ou se découragent. Et il sera difficile de les mobiliser à nouveau. Les citoyens sont lassés par des phases d'analyse suivies de pas grand-chose. Un participant considère que «le PCS est un outil pour développer une démocratie forte, pour créer un dialogue entre la société civile et les politiques, il est temps de réaffirmer ces missions-là».



Oui, mais concrètement !

Les élus politiques ne sont pas toujours habitués à la participation. Certains n'y voient pas l'intérêt, d'autres ne savent pas comment la mener. Le PCS constitue alors un instrument privilégié pour donner du poids à la participation. «Ce qu'il faut, c'est faire comprendre aux élus ce que cela peut leur apporter, ce qu'ils ont à y gagner.» Il faut également que les processus soient menés jusqu'à un terme suffisamment abouti pour renvoyer des propositions concrètes aux élus. Des propositions dont ils pourront alors se saisir plus facilement. L'idée de cahiers de recommandations, qui s'appuient sur une analyse du problème et proposent des actions précises, est intéressante. Il est aussi plus facile pour l' élu de revenir vers l'administration lorsqu'il dispose de dossiers de base plus aboutis.





Budget Participatif à Scheut, Anderlecht

Au début, le contrat de quartier et des habitants qui ne participaient pas

En 2011, les habitants du quartier de Scheut découvrent qu'un contrat de quartier sera lancé dès 2012. Durant un an, des réunions publiques sont organisées avec la commune et un bureau d'études pour élaborer le programme de la rénovation de quartier. En parallèle, Periferia mène une mission qui vise à rencontrer les habitants les moins habitués à participer et identifier avec eux les obstacles à leur implication dans ce processus.

« Nous aussi, nous sommes acteurs du changement de notre quartier ! »

Au cours des ateliers, on identifie les difficultés pour participer : il y a le côté technique et les horaires des réunions ; la difficulté de se déplacer... Pourtant, une voix s'élève rapidement dans le groupe : *« Nous aussi nous avons des idées pour notre quartier ! Mais l'argent du contrat de quartier n'est accordé qu'à des associations, services communaux ou bureaux d'études. En tant que citoyen, on n'a pas la possibilité de proposer des choses et d'être soutenus financièrement ! »* Alors, on l'a demandé !

Un budget pour et géré par les habitants

Pour la première fois dans un contrat de quartier, une part du budget global a été laissée aux habitants qui devront décider collectivement comment l'utiliser. Initialement, cette enveloppe disposait d'un montant de 60.000€, répartis sur 4 ans. Depuis 2014, la Maison de Quartier de Scheut (dont le budget est communal) a décidé d'adapter son mode de fonctionnement : aujourd'hui, les habitants décident également quelles activités la Maison de Quartier peut financer et mettre en place.

D'abord, on définit les règles ensemble

Durant les premiers mois de l'année, on a défini collectivement les règles de fonctionnement de ce budget participatif : quel type de projets veut-on financer ? qui peut réaliser ces projets ? est-ce qu'on impose un montant maximum par projet ? comment on tranche entre les projets ?... Toutes ces règles ont été reprises dans un règlement, qui est revu et adapté chaque année, en fonction du bilan qu'on tire de l'année précédente. *« Savoir qu'on allait revoir le*

règlement l'année suivante, ça nous a permis d'oser tester des modes de sélection plus audacieux, comme une décision au consensus. »

Une décision prise en assemblée

L'assemblée, ouverte à tous, se réunit entre 2 à 5 fois par an pour sélectionner les projets. On commence par un tour de présentation et on relit vite le règlement. Puis chaque porteur de projet dispose de 10 minutes pour expliquer son projet et détailler son budget. Ensuite l'assemblée a 5 à 10 minutes pour lui poser des questions. Lorsque tous les projets ont été présentés et questionnés, le comité se retire pour affiner le scénario qu'il avait préparé à la lecture des projets et revient le présenter en assemblée qui en débat. Pour chaque projet, il faut décider s'il est pertinent de le soutenir ou pas par rapport aux besoins du quartier et si oui, quel montant on lui accorde. L'assemblée doit parvenir à un choix partagé par tous, sinon on départage au vote à main levée (ce n'est arrivé qu'une fois, en 14 assemblées !).

Et après, on n'est pas seuls

Lors de la création du premier règlement, les habitants ont affirmé que le budget participatif ne devait pas devenir un appel à projets pour de supers citoyens, habitués à mener des actions. Il doit aussi rester accessible à ceux qui ne sont pas dans des comités ou qui ont moins l'habitude de ce genre de dynamique. Que ce soit pour élaborer un projet ou pour le mettre en place une fois qu'il a été sélectionné, les animateurs du budget participatif et d'autres habitants peuvent accompagner les porteurs de projet et les aider dans leurs démarches.

« Avant, on ne savait pas comment faire ; on était juste deux. Quand on parlait de notre projet, on nous répondait 'Ah c'est super comme idée !' et puis les gens partaient. Ici, on a trouvé des gens qui sont restés et qui ont dit 'Ah c'est super, il faut qu'on le fasse !'. Et on a foncé avec eux. »

Durant les 4 années du contrat de quartier, plus de 60 projets ont été proposés à l'assemblée, dont 45 ont effectivement été réalisés.

Infos sur l'expérience : <http://www.periferia.be/index.php/fr/archives-fr/bp-scheut-anderlecht>

Contact : Periferia – www.periferia.be



Échanges autour de l'expérience



Avoir accès à des moyens, un budget = une possibilité d'action

La première réaction suscitée par l'expérience du budget participatif est unanime : « *Oui, quand les moyens sont là !* » Il est clair que la question du budget revient souvent comme un enjeu central dans les processus de participation. Et il ne s'agit pas seulement de mettre un budget à disposition de citoyens pour qu'ils réalisent des projets ; il s'agit d'offrir aux citoyens la garantie que leur implication ne sera pas à nouveau « *suivie de pas grand chose* ». Rien de plus démobilisateur que de se voir congratulé d'un « *désolé, on n'a pas les moyens*. »

La réussite des dispositifs de participation tient dans l'enjeu mis en débat collectif. S'il s'agit de choisir la couleur des bancs publics ou l'utilisation des 1000€ annuels réservés à soutenir des projets citoyens, on comprendra que les foules ne se poussent pas au portillon. La question des ressources reflète la possibilité d'action réelle. Elle donnera ou non de la crédibilité au processus participatif.

Oser parler budget avec les citoyens

C'est d'ailleurs pour cette raison que les espaces où l'on parle de finances publiques suscitent autant l'intérêt des citoyens, malgré ce que l'on croit. Le budget, c'est la possibilité d'agir. Et celui-ci est généralement insuffisant par rapport aux besoins réels. Alors il faut prioriser, parer au plus urgent, rentable, durable, juste... Multiplier les points de vue pour poser ces choix semble relever du bon sens. Et pourtant, en Belgique, le citoyen a rarement sa place dans ces choix. Un paradoxe car on lui reconnaît par contre une expertise de vie quotidienne, lorsqu'il s'agit de rénovation urbaine, de plan de mobilité ou de sécurité. Mais quand on parle du nombre de crèches, de l'équipement de la maison de repos communale, de l'état des voiries, de l'entretien des espaces verts, du personnel communal à renforcer... là, son expertise ne compte plus ! Pas évident pour les PCS de justifier cela face aux citoyens !

« Aujourd'hui, je comprends mieux le fonctionnement de ma commune. »

Le résultat de ce genre de dispositifs – comme de tous les processus participatifs dans lesquels les élus et l'administration se mettent en dialogue avec les citoyens – est souvent une meilleure compréhension du fonctionnement communal. Et donc, contrairement à ce que les élus craignent, souvent plus de tolérance face aux délais, au manque de moyens disponibles, aux contraintes administratives, au choix de faire avancer certains dossiers plus vite que d'autres... Et à l'inverse, pour l'élu de comprendre ce qui agace le citoyen, la manière dont une décision l'affecte, les raisons de sa demande d'avancer sur un dossier plus vite qu'un autre. Mais c'est aussi l'occasion pour l'élu d'entendre de nouvelles idées, de s'inspirer de choses qui se font ailleurs et dont il n'aurait pas connaissance. Une opération Win-Win à côté de laquelle beaucoup passent...

De « petits projets »

Une dimension du budget participatif dans laquelle les PCS se retrouvent bien est l'idée d'aider à mettre en place de petits projets, entendus comme des projets rapidement et facilement réalisables. Ceux-ci ont un premier atout dans le fait qu'ils nécessitent souvent un apport de l'administration moindre. On s'expose ainsi moins à des délais trop longs ou des démarches administratives lourdes. Et le citoyen a moins de risque de voir son projet détourné ou modifié pour rentrer dans des cadres plus formels. Cette marge de manœuvre rend aussi ces projets plus mobilisateurs, puisque les citoyens peuvent rester à la barre.

Ces petits projets ne sont pour autant pas dénués de sens, que du contraire ! Ils permettent aux citoyens d'agir directement sur leur environnement, de proposer de nouvelles choses, de tester, d'impulser. Ce sont alors des moments de valorisation, importants pour ceux qui portent les projets.





Recommandations inter-quartiers

Quand les quartiers échangent leurs pratiques et s'adressent aux élus

Quatre dynamiques dans quatre quartiers d'une même commune

Sur le territoire d'Anderlecht, plusieurs démarches de participation ont vu le jour, notamment grâce au soutien d'un des échevins. L'idée d'échanges entre ces expériences naît... et progressivement se met en place une démarche qui associe évaluation, échanges et recommandations.

Parmi ces 4 démarches, deux concernent des aménagements d'espaces publics de quartier (La Roue et Lemmens), une consiste en une démarche de participation dans le cadre de nombreuses activités de revitalisation de la zone Canal Midi, la quatrième développe une expérience de budget participatif à Scheut.

Faire le point dans chaque quartier

D'abord, des ateliers d'évaluation sont organisés dans chaque quartier pour analyser la démarche de participation. Dans certains cas, l'expérience est terminée, dans d'autres elle débute ou est en cours.

Ces ateliers d'évaluation sont tous filmés et on y aborde les 4 mêmes questions :

1. Les changements provoqués/encouragés dans le quartier
2. Les influences générées à partir de la démarche menée
3. Les difficultés et opportunités rencontrées
4. Des recommandations pour des démarches similaires dans d'autres quartiers ou à l'échelon communal



La rencontre publique

Un samedi après-midi très ensoleillé, le jour de la fête de la musique, une centaine de personnes se retrouvent à la maison de la participation. Il y a des habitants des 4 quartiers, des élus et services communaux, mais aussi des habitants d'autres quartiers. La rencontre commence par une vidéo d'une dizaine de minutes qui donne la parole à des habitants des 4 quartiers qui parlent de leur expérience de la participation : les points de vue exprimés sont positifs, mitigés ou négatifs, mais créent un impact fort sur les participants.

S'en suit une présentation de chaque quartier qui se raconte aux autres. Temps fort avec des échanges, des étonnements de savoir que dans un autre quartier ils sont arrivés à tel résultat, l'envie de faire la même chose que d'autres, des questionnements.

Enfin, des groupes se réunissent pour analyser l'ensemble des recommandations proposées par chaque quartier. Les débats sont vifs et passionnés, ce qui rend la plénière finale très riche. S'en dégage une unanimité quant à la nécessité d'instituer davantage d'espaces de participation et de formuler des recommandations à l'attention des élus dans ce sens.

Et après ?

Sur la base des travaux de groupe, une proposition de recommandations est élaborée. Elle circule entre les participants et elle est légèrement adaptée. Profitant des élections communales quelques mois plus tard, elles sont transmises aux élus qui en intégreront quelques éléments – mais malheureusement pas l'essentiel – dans l'accord de majorité.

La question de comment faire vivre ces recommandations au sein des 4 quartiers, voire dans les autres quartiers de la commune, reste ouverte.

Voir le document « Construire des recommandations citoyennes pour influencer les politiques publiques »

Contact : Periferia – www.periferia.be



Se reposer la question du sens

L'expérience de l'inter-quartier est vue par les PCS comme un moment de temps d'arrêt qui fait souvent défaut dans leur action. Ils évoluent souvent dans un rythme soutenu et jonglent entre plusieurs projets. Pourtant, ces moments de pause font partie des projets et s'avèrent souvent utiles pour programmer la suite. Ils permettent non seulement de prendre du recul, de voir ce qui a été réalisé, mais aussi de revenir sur les objectifs premiers que l'on s'était fixés et évaluer la manière dont le projet y répond ou non. On peut alors apporter des ajustements au projet, pour s'assurer d'arriver là où l'on voulait aller. L'intérêt est également de les mener avec les participants, afin de profiter de leurs retours, de pointer d'autres éléments et d'imaginer d'autres manières de faire pour avancer.

Construire du commun à partir de regards divers

Les PCS se sont assez bien retrouvés dans ce défi qu'ils vivent au quotidien. Un défi qui se traduit tant au niveau des citoyens qu'ils cherchent à toucher, à connecter et mettre en dialogue; qu'au niveau des nombreux partenaires et associations du territoire avec qui ils sont en lien. Leur action se situe au cœur de toute cette diversité d'acteurs, de regards et d'objectifs, avec comme défi de parvenir à tisser des liens, trouver des points de rencontre et faciliter la construction de projets communs. Il ne s'agit pour autant pas d'annuler ou de nier ces divergences, mais plutôt d'y repérer les valeurs et socles communs pour se mettre en action collectivement. Cela nécessite parfois des étapes préalables de débat pour entendre et comprendre le point de vue de l'autre.

Bottom-up ou Top-Down: la question du lien élus-citoyens

L'élu est-il élu parce qu'il incarne l'avis des citoyens qui lui font dès lors confiance pour mener ses dossiers à bien ou l'élu est-il élu pour être le porte-parole de l'opinion citoyenne durant son mandat? Le débat reste ouvert.

Il n'en reste pas moins que la capacité d'influence et de proposition du citoyen dans la politique des élus est souvent le parent pauvre des périodes après élections. Les citoyens sont en demande de dialoguer avec leurs élus, de partager leurs interrogations et entendre les logiques qui sous-tendent leurs actions. Il semble exister peu de voies de dialogue directes entre les élus et les citoyens. Et même lorsque les citoyens renvoient des propositions, questions ou recommandations aux élus, rares sont ceux qui reviennent vers eux par la suite. Pourtant, même s'il s'agit de leur donner une réponse négative, les citoyens sont souvent prêts à entendre les réticences ou contraintes des élus.

Quelle utilisation des résultats?

Si l'évaluation inter-quartier a suscité l'intérêt de nombreux participants, l'aboutissement du processus n'en reste pas moins interpellante: les élus ne se sont pas emparés des résultats, le processus n'a pas été valorisé. Du coup, la démarche perd-elle tout son sens? doit-on toujours s'assurer en amont que les élus soutiennent une démarche, avant de l'initier? les démarches émanant du bas vers le haut sont-elles toutes condamnées?

Dans le cas de cette dynamique, si les élus sont passés à côté du processus, les participants en sont ressortis plutôt enthousiastes: ils ont découvert d'autres expériences, d'autres habitants; ils ont pu poser un bilan de leur expérience et la partager avec d'autres; ils ont construit une représentation commune de ce que devrait être la participation et se faisant, ils se donnent la possibilité d'interpeller n'importe quel autre dispositif en se faisant le relais d'une parole collective. Si les recommandations n'ont pas été utilisées de la manière initialement prévue, les résultats continuent de vivre à travers les citoyens. La démarche garde donc tout son sens.





« Silence, on parle ! »

*Se faire entendre dans l'espace public
Quand les citoyens se croisent, interpellent et font débat*

La démarche Capacitation Citoyenne

Depuis plus de 15 ans, des collectifs citoyens se rencontrent et se racontent au sein du programme Capacitation Citoyenne. Chaque collectif, par le biais d'un livret ou d'une vidéo se présente aux autres, en soulignant les capacités citoyennes qu'il a développées. L'écrire et le raconter pour d'autres devient l'occasion d'en prendre conscience soi-même. Ainsi, patiemment, ensemble ils construisent, en partageant leurs différences et leurs intuitions, une intelligence collective au service d'un projet de société.

Après plusieurs années passées à se rencontrer, ces collectifs ont décidé de sortir dans l'espace public pour porter ce qu'ils avaient à dire, se confronter à d'autres et montrer qu'ils peuvent être des acteurs de changement, surtout si d'autres s'y mettent aussi. De là, sont nées les Karavanes avec l'objectif d'aller de ville en ville pour montrer qu'« on est capables de tout », qu'on a tous des capacités, et qu'en se rassemblant, on se renforce !

« Silence, on parle ! »

Les collectifs de Capacitation Citoyenne ont imaginé monter un véritable studio de tournage dans l'espace public, une scène où chaque collectif est invité à venir s'exprimer, parler de ses luttes, crier son désespoir et interpellier passants, habitants, élus, associations sur des questions qui lui tiennent à cœur. Pour faire débat, faire avancer les choses et montrer qu'on n'est pas impuissants.

Le principe est le suivant : chaque collectif prépare une intervention qui peut prendre des formes variées comme des sketches, de la musique, une pièce de théâtre, un poème, des témoignages, une manifestation... Il vient le présenter sur scène dans l'espace public. Le public est ensuite invité à réagir et faire débat, toujours sous le regard des caméras. Les images et le son enregistrés, et retransmis en direct sur plusieurs écrans, font ensuite l'objet d'un montage vidéo qui permet de diffuser les échanges sur la toile.

Se réapproprier l'espace public de débat

De par sa mise en scène, le « Silence, on parle ! » vise à reconnaître la place et l'action de collectifs peu habitués à prendre part publiquement aux réflexions sur leur quartier, la ville et la société. Il s'agit de leur donner la parole pour connaître leurs points de vue et diffuser leurs pratiques et modes de faire en se réappropriant les espaces de leur quartier, de la ville. Il s'agit aussi de permettre aux passants et participants de développer leurs aptitudes à faire débat dans la ville, à partir de leurs pratiques.

Les quelques expériences de « Silence on parle ! » réalisées sur des places publiques françaises et à Bruxelles montrent des résultats étonnants : un impact considérable pour ceux qui montent sur scène, la découverte d'expériences qu'on n'imaginait pas, la puissance de la parole projetée dans l'espace public, l'importance d'oser se réapproprier l'espace public.



Voir le document : « Silence, on parle ! – Faire débat dans l'espace public »

Contact : Periferia – www.periferia.be



Échanges autour de l'expérience

« Vous avez la parole ! » ou la difficulté de ne pas privatiser une parole citoyenne

Le « Silence on parle ! » a ce côté magique de permettre une expression publique, libre et spontanée de citoyens et collectifs citoyens sur des enjeux de société qui les touchent, et d'en débattre en public. Dans les PCS, on est souvent amenés à récolter ces paroles puis les retransmettre, les faire remonter. D'une certaine façon, on en dépossède les citoyens. Il existe peu d'endroits où ceux-ci peuvent aborder des sujets multiples, sans contraintes, et en présence d'autres acteurs : élus politiques, associations, citoyens d'ailleurs, administration et institutions publiques... Et encore moins lorsqu'on touche à des sujets qui fâchent ou des demandes qui n'entrent pas dans les lignes de politique générale. Ça serait chouette de développer davantage ce genre d'espaces.

Donner de la visibilité... pour mobiliser, montrer les résultats et mettre en valeur

Ce genre d'expression publique, c'est aussi un moment où l'on peut montrer ce qui a été fait par et avec les citoyens. C'est un super moyen pour transmettre des résultats qui sont moins de l'ordre du quantitatif comme on doit le faire dans nos rapports. Ici on peut montrer des choses plus subtiles : des ressentis, le renforcement de certaines personnes, la dynamique, les liens qui se sont créés... Montrer une action réalisée, c'est aussi un bon moyen pour susciter l'intérêt et l'envie de nouvelles personnes. On voit ce que d'autres ont proposé, on se dit qu'on a aussi des idées, des choses à apporter et on propose plus facilement. Pour ceux qui ne sont pas dans la dynamique, ils découvrent aussi ce qui existe.



... mais aussi pour créer du lien entre PCS et s'inspirer de ce que d'autres font

De manière plus générale, c'est essentiel de donner plus de visibilité aux choses et surtout de les partager entre nous. Si des choses fonctionnent, c'est dommage de tout le temps chercher à en recréer d'autres. Et il y a tellement d'actions menées sur chaque territoire, on pourrait les partager davantage et s'en inspirer.

Et pour ça, les idées ne manquent pas : créer un journal citoyen, un site internet commun, mettre en place un espace de rencontre et d'échange entre les PCS, organiser des présentations d'expériences lors de rencontres à la DiCS, des visites de terrain... Bien souvent, la difficulté c'est le temps et le manque de compétences ou supports techniques. Mais là aussi, pourquoi pas mutualiser les ressources ?

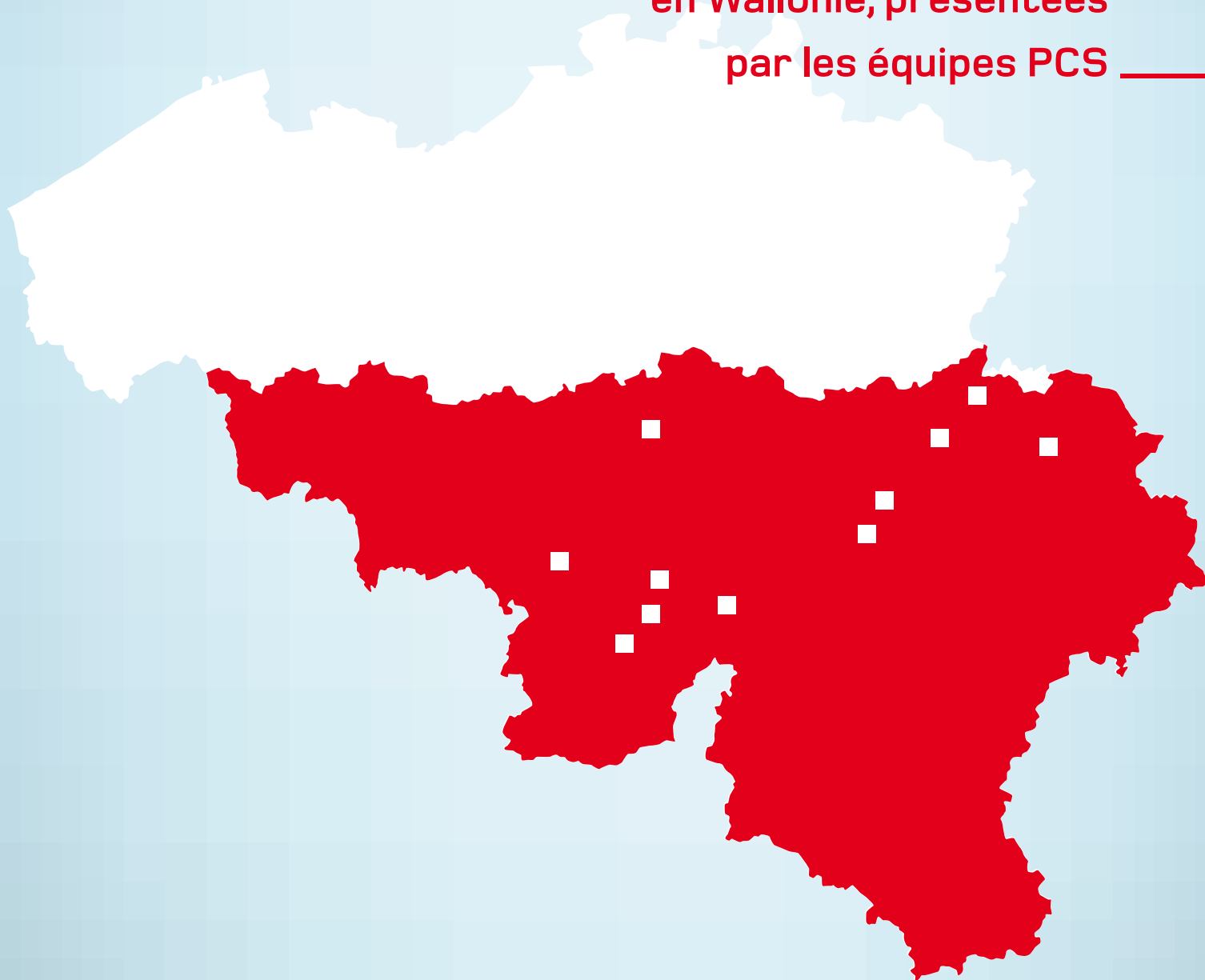
Prendre le temps d'évaluer

Avant de s'exprimer en public ou de montrer ce qui a été fait, il est nécessaire de marquer un arrêt dans l'action et prendre le temps de l'analyse. Bien souvent, le groupe se réunit, revient sur les étapes parcourues, sur les moments marquants, les résultats atteints. Les évaluations se font le plus souvent de manière informelle ou sans préparation. Pourtant, l'évaluation constitue une étape importante d'un projet. Une étape à laquelle chacun doit être associé et qui doit être préparée : que veut-on évaluer ? comment va-t-on évaluer ? quels sont nos critères ? qui participe à l'évaluation ? avec quels indicateurs va-t-on pouvoir mesurer les résultats atteints ? et d'ailleurs, c'était quoi notre objectif de départ ?

L'évaluation est un instrument puissant. Elle permet de mesurer des résultats, d'identifier des leviers, de pointer les obstacles à lever. Elle doit également permettre de relever des éléments plus personnels comme les ressentis de chacun. Pour le professionnel il s'agit aussi d'un temps privilégié pour détecter des éléments qu'il pourrait améliorer ou sur lesquels il peut miser... et c'est aussi une occasion pour lui de partager son propre vécu du projet et renvoyer des choses aux autres.

Les moments de bilan, comme lorsque ceux qui montent sur scène reçoivent le retour des personnes du public, sont des temps extrêmement marquants qui peuvent donner une force et un nouvel élan à la dynamique. Ce n'est donc pas l'étape à négliger, et encore moins à construire seul dans son bureau.

**Des expériences de cohésion sociale
en Wallonie, présentées
par les équipes PCS**





L'expérience du Collectif 13 à Marchin



L'animatrice accompagne le Collectif 13 chez un installateur de chaudière biomasse, un concepteur d'énergies solaires... Les informations recueillies par les habitants sont transmises à MCL qui boucle le budget du projet grâce à ses propres financements et ceux de la Commune de Marchin en 2011. Des allers-retours du dossier, puis les procédures de marché public prennent du temps avant la réalisation des travaux.

En 2013, l'animatrice accompagne le Collectif 13 à Senones en France pour découvrir d'où vient l'origine du nom de leur quartier. La Ville de Senones les accueille très sérieusement, ils sont considérés comme des représentants officiels de Marchin, et cela produit chez les membres du Collectif 13 un sentiment de reconnaissance et de fierté.

L'animatrice, engagée dans le cadre du PCS qui arpente le quartier de la Résidence de Senones, constate que des locataires d'un bâtiment sont préoccupés par l'état de leur logement surtout au niveau du système de chauffage qui reste archaïque, chacun ayant un poêle alimenté soit par du mazout (à la cruche) soit au charbon, des châssis abîmés simple vitrage. Partant de ces préoccupations matérielles, l'animatrice leur propose d'interpeller de manière collective les pouvoirs publics et la société de logements sociaux, Meuse Condroz Logement (MCL). Ainsi naquit en juillet 2010 le Collectif 13, faisant référence au numéro du bâtiment.

Enfin, en 2014, les travaux débutent et se terminent en juin 2015: isolation extérieure du bâtiment de 12 appartements (isolé ou couple), remplacement des balcons par un sas fermé, isolation intérieure sols et plafonds, construction d'un local chaufferie et placement d'une chaudière collective bio-masse (pellets), placement de panneaux solaires pour la production d'eau chaude, construction d'un local didactique dédié à la rénovation durable en extension de la salle de quartier.

Une première lettre est rédigée et envoyée aux différentes instances publiques. Cela a permis d'attirer l'attention sur la situation de ce bâtiment et de réunir MCL et la Commune de Marchin autour d'un appel à projet Habitat Durable, pour démarrer le financement d'une rénovation des appartements.

Le projet Habitat Durable est à caractère environnemental et participatif, c'est-à-dire que MCL s'engage à rénover le bâtiment grâce à des techniques écologiques (chaudière biomasse, panneaux solaires, isolation...) et les locataires sont amenés à participer à l'élaboration des plans.



**Contact : PCS de Marchin – Cécile Hue,
tél: 085/27.04.53, courriel: cecile.hue@marchin.be**



Échanges autour de l'expérience

Prendre le temps dans le quartier et oser mobiliser

Au départ, il y a la démarche de l'animatrice qui va à la rencontre des habitants, non seulement les locataires du bâtiment, mais aussi les autres personnes du quartier. Et petit à petit, c'est par une multitude d'actions qu'il a été possible d'aller vers différents groupes et de répondre aux demandes.

Un élément fort, dès le départ de la démarche, a été de se mettre dans une position (de la part de l'animatrice en tout cas, et sans doute des habitants aussi) où il était possible d'interpeller la commune et la société de logements sociaux. Et donc, de ne pas attendre que les choses changent, toutes seules !

De l'interpellation à un soutien communal

A nouveau, le rôle de l'animatrice a été important : elle a encouragé une (ré)action des habitants qui ont rédigé un courrier, mais elle a aussi créé les conditions pour que ce courrier arrive dans un contexte favorable à la commune en prévenant le bourgmestre. Le résultat est un soutien du bourgmestre et de la société de logements via le projet Habitat Durable.

L'investissement de la commune, et notamment l'implication d'autres services communaux (conseillère en logement, service technique...) a contribué à maintenir la mobilisation de l'animatrice qui n'était plus seule pour tout gérer.

La valorisation des habitants, notamment en allant ailleurs

Les invitations personnalisées reçues du bourgmestre par courrier ont constitué un signal important de reconnaissance. Plus tard, dans le cadre du jumelage, le quartier est également reconnu, initialement par son nom, puis par ses habitants qui vont à Senones en France.

Que ce soit lors de ce voyage ou même lors de présentations dans d'autres quartiers et communes, l'importance de la valorisation du travail auprès de l'extérieur est chaque fois l'occasion pour les habitants d'être mis en valeur et d'avoir une place réelle dans la commune. D'où l'importance aussi de la venue de personnes d'ailleurs dans le quartier, de même que la possibilité pour les habitants de sortir du quartier.

L'image du quartier a aussi changé, notamment par la fresque, puis par le bâtiment rénové.

Des participations qui se renforcent mutuellement

L'expérience montre une grande diversité d'actions menées avec des groupes différents (les habitants des logements, d'autres aux alentours...): une marche gourmande qui fait une étape dans le quartier, fête de quartier, fête des enfants, sorties, fête de jumelage... Parfois les habitants se sont fédérés sur d'autres thématiques (propreté). Toute cela a permis des niveaux de participation très variables tout au long du projet et en fonction des personnes (soit être juste signataire d'un courrier, soit participer concrètement au projet...). Néanmoins, un constat apparaît : au niveau de la mobilisation, ça fonctionne bien pour récolter des idées, mais c'est beaucoup plus difficile que les gens se mettent en action.

Un point important, c'est qu'à partir du travail avec un groupe, se sont créées d'autres dynamiques touchant d'autres milieux de vie (écoles, quartiers voisins...). Du coup, en allant vers l'extérieur, on a permis la rencontre de différents «entre-soi», ou en tout cas la rencontre de personnes qui ne se croisaient pas.

Mais il faut des conditions pour cela

L'existence d'un local dans le quartier.
Du temps ! C'est une histoire sur 5 ans. Il a fallu des temps d'analyse et de prise de recul.
La légitimité de l'animatrice, en soulignant aussi l'importance de son attitude.
Des opportunités (le jumelage, l'appel à projets Habitat Durable...).





« Barbarie » à Saint-Nicolas

Le projet « Barbarie » est né au cœur de l'accueil filles organisé tous les mardis soir à la Maison des Jeunes de Saint-Nicolas en partenariat avec la Maison de Quartier (PCS). Ce projet est la suite d'un ensemble d'actions mises en place avec ce même groupe de filles grâce à l'utilisation de la méthode des intelligences citoyennes de Majo Hansotte.

Le groupe, constitué de 5 jeunes filles âgées de 13 à 19 ans, a réfléchi en 2013 aux actions et projets qu'elles souhaitaient mettre en place. Suite à cette réflexion, elles ont eu l'idée de se servir de poupées Barbie, symbole stéréotypé de la femme moderne et du destin qu'on lui impose, pour exprimer certaines injustices vécues en tant que jeunes femmes.

Elles ont, durant plusieurs soirées, créé six installations avec des poupées Barbie récoltées et les ont mises en scène. Une manière créative pour dénoncer les violences conjugales, les difficultés liées à l'homosexualité des femmes, les attouchements quotidiens et les critiques liées à l'habillement, les rôles prédéfinis en fonction du sexe, l'enfermement mental, etc.

Afin de rendre visible ce travail, les filles ont décidé de créer un livre. Elles se sont fixé comme objectif de présenter leur livre durant la Foire du Livre Politique organisée au cinéma « La Sauvenière » à Liège. L'idée du livre à autocollants a été proposée dans le groupe et nous avons accompagné les jeunes filles dans la réalisation du livret, des photos et ensuite de l'impression. C'est ainsi que nous avons pu permettre aux jeunes du groupe de présenter leur travail de réflexion et de revendication.

Suite au grand succès remporté par ce livre auprès des jeunes rencontrés, des familles de jeunes, des personnes présentes à la Foire du Livre Politique, mais aussi auprès d'autres intervenants jeunesse auxquels nous l'avons présenté, nous avons souhaité réimprimer d'autres exemplaires afin de développer encore plus ce projet, voire d'en faire un outil pédagogique.

Nous avons ainsi accompagné les jeunes dans la mise en avant et l'explication du projet dans des événements culturels, dans d'autres services, dans des associations, des écoles, etc. Nous avons présenté le projet lors d'événements dans des centres culturels, dans une librairie, dans des fêtes de la musique, à un festival... et dans d'autres endroits encore !

Des contacts ont été pris avec d'autres services, tels que Vie Féminine et Voix de Femmes pour engager d'autres partenariats. Afin d'améliorer les conditions de présentation des installations et du projet, nous avons fait appel à une artiste plasticienne de la commune qui, dans le cadre d'un atelier, a appris aux filles à fabriquer elles-mêmes des socles en carton pour y déposer et mettre en valeur les installations.

Dans le courant de l'année 2014, le groupe de filles sentait le besoin de partager plus encore sa démarche avec d'autres jeunes de la Maison des Jeunes et d'autres adultes de la Maison de Quartier. Des rencontres ont eu lieu dans nos locaux afin de sensibiliser d'autres personnes à la thématique développée par le collectif « Barbarie ».

C'est ainsi que d'autres jeunes, dont certains garçons, ont rejoint le collectif et ont réalisé de nouvelles installations. Ils ont pu, dans ce cadre, aborder à leur manière leur vision des rôles prédéfinis dans la société en fonction du genre.

Contact : PCS : rue de l'Hôtel communal, 57 – 4420 Saint-Nicolas, tél : 04/254.71.17 et 0471/85.27.25
KOWALCZYK Véronique – Chef de projet
kowalczyk.veronique@gmail.com
pcs@saint-nicolas.be • Facebook : Plan de cohésion sociale Saint-Nicolas



Échanges autour de l'expérience

Un entre-soi revendiqué

Les jeunes filles subissent des injustices ; l'objectif est qu'elles puissent donner du sens à leur expérience. L'expression individuelle de chacune par des réactions sur les dessins, les phrases, les mots de l'autre permet l'échange et la connexion entre les personnes.

L'entre-soi n'est pas vécu comme un frein ni un renoncement. Il est même revendiqué, utilisé. C'est un préalable, un incontournable premier point dans/pour un cheminement et une ouverture ultérieure à d'autres cercles plus larges ou plus éloignés.

L'entre-soi se développe autour de quelque chose qui touche les membres du groupe (5 filles), souvent d'un territoire (lieu, local...) partagé, d'une envie de dénoncer (élan) et donc de communiquer vers l'extérieur. Cette communication peut apporter des renforcements positifs (valorisation, reconnaissance) à l'interne et à l'externe du groupe.

Choquer (pour interpeller), être créatif sont des moyens utilisés pour que l'objectif de communication soit atteint et que d'un entre-soi apparent on passe, parfois par vague ou par cycle, à d'autres entre-soi plus « larges » ou diversifiés. En partant de la plainte individuelle on glisse/évolue vers une parole collective et communautaire : du « Je », on passe au « Nous », puis du « Nous » au « Nous tous ».

S'exprimer pour s'émanciper

Il s'agit d'une pédagogie d'émergence adaptée au public, avec la possibilité de poursuivre par un cheminement indirect vers des cours d'alphabétisation (ceux-ci ne sont pas proposés d'emblée même s'ils sont organisés). Les travailleurs accompagnent les personnes dans leur élan d'expression, de revendication qui passe par une phase de questionnement, de recherche d'information, de souhait d'expression... et deux années plus tard, une demande de participer au cours d'alpha émerge.

On est dans une dynamique de donner l'envie de s'exprimer, de s'ouvrir (entre-soi de plus en plus large), avec une nécessité de s'outiller.

Lors des échanges sur cette expérience, certains s'étonnent de voir une dynamique participative avec une méthodologie très rigide et « non négociable ».

Une reconnaissance par le regard des autres

La reconnaissance de leurs projets par d'autres permet aux jeunes de se motiver et de poursuivre les dynamiques et leur participation dans un processus à long terme. Les jeunes filles construisent des outils/installations pour faire passer leurs messages et leurs injustices.

En construisant un projet sur un sujet qui touche, elles sortent de leur entre-soi.

« En se changeant soi-même, on arrive à changer le regard des autres. »

Une démarche politique

Il y a une dimension politique des travailleurs sociaux et des jeunes dans ce qu'ils font, ce qu'ils réalisent ensemble. Il y a un passage des savoirs des jeunes vers un monde « intellectuel » qui n'est pas le leur (la Foire du Livre à Liège) et il y a donc rencontre de ces deux mondes.

La valorisation du projet au niveau de la commune est plus difficile. Le projet a été diffusé à l'extérieur et davantage valorisé au niveau régional qu'au niveau local. Le PCS bénéficie d'une autonomie certaine, ancienne, ancrée dans la culture associative locale et s'appuyant sur un partenariat fort avec la maison des jeunes.





Le jardin partagé du Bonnet à Saint-Nicolas

Notre jardin a été créé en 2009 et continue de se développer de par le nombre de parcelles mais aussi par l'amélioration de sa biodiversité.

Le projet est ouvert à tous, il se veut intergénérationnel et interculturel, il permet aux citoyens de Saint-Nicolas (prioritairement ceux qui n'ont pas de jardin), aux associations, aux écoles... d'avoir accès à une parcelle de terrain cultivable moyennant une participation modique. Le jardin se veut biologique car il cherche, d'une part, à améliorer la qualité de vie en ayant accès à une alimentation plus saine et moins onéreuse, mais aussi à sensibiliser les jardiniers à l'environnement, la biodiversité, la culture bio, le compostage...

Le jardin comprend 70 parcelles individuelles et quelques parcelles communautaires. Ces dernières permettent à des petits groupes de travailler la terre ensemble et de partager la récolte, car parfois on ne se sent pas capable d'assumer seul(e) une parcelle. À noter que des outils sont mis à la disposition des personnes qui en ont besoin.

À l'intérieur du jardin, on peut découvrir une mare, des ruches, un verger, et des petits fruits... les récoltes sont partagées entre les jardiniers. Des cours sont organisés (atelier confiture, conserve, utilisation des plantes sauvages comestibles...). Il y a aussi un atelier «bien-être au naturel» (faire son pain, huile essentielle, cueillette d'ail des ours, confections diverses). Tout cela permet l'échange de savoirs et de compétences.

Des réunions sont organisées tous les trois mois avec les jardiniers, l'ouvrier jardinier et la conseillère en agriculture bio (rencontres, conseils, échange, découverte). Les jardiniers participent activement au développement et à l'amélioration du jardin (par leurs idées et suggestions, implication dans la construction d'une clôture, etc.).

Un règlement du jardin a été constitué en partie avec les jardiniers. Deux personnes encadrent le projet: une animatrice guide nature et un ouvrier jardinier (entretien des abords, aménagement...).



Personne de contact pour le jardin: Joëlle BEAUJEAN,
tél: 0471/85.40.83
PCS: rue de l'Hôtel communal, 57 – 4420 Saint-Nicolas,
tél: 04/254.71.17 et 0471/85.27.25
KOWALCZYK Véronique – Chef de projet
kowalczyk.veronique@gmail.com
pcs@saint-nicolas.be • Facebook: Plan de cohésion sociale Saint-Nicolas



Échanges autour de l'expérience

Un équilibre entre les envies des travailleurs et des personnes

Au départ, l'équipe voulait guider la démarche, mais les gens avaient besoin de temps. Puis ce sont les gens qui sont revenus vers l'équipe du PCS.

D'où l'importance de ne pas précipiter les contacts ou d'être trop « envahissant », mais de laisser venir le public afin qu'il retrouve du plaisir. La notion de temps est prégnante. « *Laisser le temps aux personnes de retrouver du plaisir et le temps pour qu'ils viennent en fonction de leurs demandes et de leurs besoins* ». Et cela renforce la nécessité d'adaptation du projet aux réalités, aux demandes et aux besoins du public.

Démarche individuelle ou collective ?

Le choix entre une parcelle individuelle ou collective permet à chacun de trouver sa place en fonction de ses attentes, de ses besoins. La notion de propriété a été abordée dans le groupe et elle évolue encore au sein du projet. Le fait que les personnes participent financièrement à raison d'un euro par mois renforce le sentiment d'appartenance.

Néanmoins, la question du partage est encore à creuser car il semble que les citoyens ont besoin d'avoir leur espace, « *c'est eux qui décident du partage* ». Les parcelles aromatiques et les terrains fruitiers sont des parties communes. Les moments et les endroits de convivialité permettent de renforcer le partage et la participation citoyenne.

La participation est multiple et diffère d'une personne à l'autre : « *à chacun sa manière de participer* ». Il y a un noyau plus actif et d'autres moins actifs. L'essentiel est que chacun trouve sa place. Le jardin est prétexte pour entrer en contact et échanger avec l'autre, dans le partage d'expériences et de savoirs. Il crée aussi des liens intergénérationnels.

Ne pas isoler le projet

Le jardin communautaire, c'est bien, mais il est important de créer des liens avec des projets connexes comme les ateliers mensuels de cuisine, de bien-être.

Dans une autre commune de Wallonie, un jardin du même type est installé à côté du centre culturel et d'une crèche, ce qui permet de faire du lien avec d'autres dynamiques.

Se définir un cadre

Dès le début, il y a eu participation dans l'élaboration du règlement. Celui-ci comprend certaines parties non négociables, mais expliquées, et d'autres parties qui ont été négociées et construites collectivement.

L'existence d'un cadre et de personnes ressources est importante pour le bon équilibre de tous. La cohabitation n'est pas toujours aisée et la présence de la coordinatrice sur le terrain permet d'avoir une personne de référence, ce qui aide le groupe à trouver l'équilibre. De plus, elle peut toujours revenir sur les droits et les devoirs de chacun.

Même si l'encadrement apparaît comme un facteur important et favorise les échanges et la gestion interpersonnelle, les travailleurs doivent cependant pouvoir mettre leurs limites afin d'une part de ne pas se laisser envahir et, d'autre part, de permettre aux citoyens d'être autonomes.

Quel intérêt des élus ?

C'est l'équipe du PCS qui a mis en place le projet. Même si les élus n'entravent pas le projet, ni sa continuité, la difficulté reste dans l'investissement et l'intérêt des élus. C'est d'autant plus crucial qu'il s'agit d'un terrain communal et qu'il y a un risque que le projet s'arrête s'il y a un changement d'orientation du pouvoir local.



L'hyperpaysage d'Yvoir

Projet intergénérationnel lié aux nouvelles technologies

En 2013-2014, dix adultes de plus de 60 ans et dix jeunes âgés entre 8 et 14 ans participent au projet «hyperpaysage d'Yvoir». Pendant plus de cinq mois, ils découvrent ensemble un aspect de leur commune. C'est ainsi qu'après plusieurs recherches sur Internet et en bibliothèque, les participants ont défini un lieu et en ont réalisé une photo panoramique de 360°. Ils ont créé ensuite un hyperpaysage sur l'ordinateur, c'est-à-dire une photo panoramique qui explique l'histoire, la géographie, le folklore, etc. du lieu choisi et ce, grâce à un programme informatique didactique et facile à utiliser.

Les participants se sont scindés en deux groupes. Le premier groupe est allé à la découverte de l'évolution du quartier central du village d'Yvoir du Moyen Âge jusqu'à aujourd'hui, avec la thématique du passé/présent. Le deuxième groupe s'est, quant à lui, intéressé au site de Poilvache, réserve naturelle qui possède notamment des murailles datant du 13^{ème} siècle, en se souciant de l'environnement, du folklore et de l'aspect historique du lieu.

Ce projet a permis aux enfants et adultes d'aller ensemble à la découverte de leur milieu de vie et à la recherche de sources permettant de mieux comprendre son environnement. Cette exploration a suscité un échange de savoirs, une confrontation et un enrichissement des points de vue entre deux générations différentes : les enfants étant un atout au niveau de la manipulation des nouvelles technologies pour créer l'hyperpaysage, les adultes apportant leurs connaissances et la transmission de leur savoir pour alimenter le contenu de l'hyperpaysage



Contacts:

- Sylvie HAUMONT – responsable des E.P.N.s d'Yvoir – 082/214.935 ou sylvie.haumont@yvoir.be
- Anne-Pascale LEBOUTTE – coordinatrice PCS – 082/214.927 – anne-pascale.leboutte@yvoir.be

Liens vers des documents:

- Pour voir les deux hyperpaysages réalisés en 2014, rdv sur www.hyperpaysages/yvoir.
- Pour en savoir plus sur les notions d'hyperpaysage comme outil, surfez sur la page www.hyperpaysage.be (site de l'Institut d'Eco-Pédagogie de Liège)



Un collectif né d'une diversité de participants

Au début le projet était pensé comme un mélange de deux 'publics'. Le groupe intergénérationnel qui s'est constitué au fil du projet, et ressenti comme tel, ne s'est pas constitué à partir de deux groupes homogènes. Les jeunes provenaient de plusieurs lieux (le Centre Croix-Rouge pour des personnes réfugiées, les services d'accueil et d'aide éducative...); les personnes âgées étaient venues via la bibliothèque et l'Espace public numérique. Quand le projet s'est terminé, le groupe a souhaité se revoir et présenter son projet à l'occasion d'événements communaux et à la génération intermédiaire, une manière aussi de valoriser le travail réalisé et le chemin parcouru.

Mobiliser à partir de l'inhabituel

Dans ce projet, l'outil novateur a fait peur, puis une fois rassurés, a attiré des gens. C'est l'idée d'aller à la rencontre de son environnement d'une manière différente, d'apprendre à se connaître, se questionner et de transfigurer – via les nouvelles technologies – sa manière de percevoir ce qui nous entoure.

Des projets qui favorisent les échanges

Dans ce projet, de nombreuses compétences étaient requises. Les jeunes et les personnes âgées avaient des compétences complémentaires et ils en ont acquis des nouvelles, notamment au niveau de la technologie, des recherches sur internet ou en bibliothèque. Ces apprentissages mutuels ont soudé le groupe. Les participants se sont aussi débrouillés entre eux pour résoudre des questions de langues et de mobilité.

Cela montre l'intérêt de faire se rencontrer des personnes issues de milieux différents et de les faire travailler ensemble, chacun pouvant apporter sa propre pierre à l'édifice, mais aussi en apprendre. Il faut donc trouver des projets qui permettent des points communs, des ponts encourageant la rencontre et la connexion entre les personnes. Avec l'objectif de favoriser les échanges et articuler les compétences.

Le travailleur comme participant

Dans ce type de projet, la participation de l'animateur s'est faite au même niveau que les autres participants. Par exemple, pour le choix des lieux, les professionnels avaient fait des propositions, mais elles n'ont pas été toutes approuvées par les participants qui, ensemble, ont fait d'autres choix. Cela signifie que, « *quand les gens s'impliquent, les premières idées bougent car ils agissent d'après leurs idées et s'autogèrent* ».

Cela montre l'importance de respecter le groupe dans ce qu'il est, de lui permettre de construire tout le projet et lui laisser le choix pour qu'il s'approprie le projet.

L'étonnement des élus

Au départ, le Collège a donné son feu vert sans trop de conviction. Il ne s'agissait pas de méfiance vis-à-vis de l'initiative, mais il n'imaginait pas que des habitants puissent s'impliquer dans un tel projet.

Puis, quand le projet devient visible dans l'espace public communal, les élus s'y intéressent davantage. Ils valorisent alors la démarche, rendant possible une meilleure compréhension des potentiels du PCS.



Le « café papote » dans le quartier Rorive d'Amay

Amay est une commune rurale de ± 14.000 habitants, avec un nombre relativement important d'habitations sociales : 503 logements répartis sur 3 quartiers (Rorive, G. Hubin et Al Bâche).

Point de départ

L'idée germe d'une conjonction de constats relatifs au manque d'intérêt et de participation des habitants des quartiers à habitations sociales aux différents projets qu'on leur propose.

La préparation du diagnostic du PCS renforce l'idée de créer un espace de rencontre avec les habitants car, comment être au contact des attentes des gens si on ne les côtoie pas? Est-ce réaliste et réalisable de faire une enquête ou une recherche-action? Pour quels résultats? Pourquoi ne pas simplement être au plus près d'eux?

Par ailleurs, les habitants du quartier Rorive sont demandeurs d'avoir un lieu de rencontre informel.

Moyens disponibles

Le PCS gère un local dans le quartier qu'il met à disposition des services souhaitant développer des projets. Il est aménagé, dispose d'un percolateur, de tasses, de café et de biscuits.

Le travailleur social en charge du projet sait se montrer disponible, se mettre en position d'écoute et possède de bonnes compétences d'animation.

L'Echevin en charge du logement soutient le développement d'actions dans les quartiers «précariés».

L'information a été faite aux habitants du quartier par la distribution de flyers, des affiches et une publication dans le journal communal et les gazettes locales. Le travailleur social s'est baladé dans les rues du quartier à la rencontre des habitants, jeunes et moins jeunes.

Parallèlement, une information a été faite aux services qui côtoient les habitants du quartier.

Une remarque importante: avant de se lancer, s'assurer des moyens dont on dispose pour éventuellement soutenir les habitants et répondre à leurs

attentes et demandes, car il n'y a rien de pire que demander son avis à quelqu'un et recueillir ses attentes si c'est pour ne rien en faire!

Déroulement

Chaque mardi de 9h30 à midi, les habitants sont accueillis dans le local PCS autour d'un café et de biscuits.

Afin de favoriser la participation des habitants, la porte du local (situé au rez-de-chaussée de l'immeuble) reste ouverte pour saluer les gens qui passent.

Ces moments de discussion permettent d'être à l'écoute de leurs attentes ou de leurs souhaits. L'analyse du contenu permet de mettre en place des projets destinés à améliorer la vie du quartier ou des actions favorisant la convivialité.

Parallèlement, afin de coordonner les actions à destination de la population des quartiers à habitations sociales, les services qui y travaillent se rencontrent tous les 2 mois.



**Contact : PCS d'Amay – Pascale Uyttebroeck,
tél: 085/83.08.07 ou 0494/51.65.54,
courriel: pascale.uyttebroeck@amay.be,
site: www.amay.be**



Donner la place aux habitants

Les habitants étaient présents pour raconter l'expérience du «café papote», l'occasion d'affirmer pourquoi ils y participent : pour sortir de chez soi, rencontrer d'autres gens, s'amuser et rire, parce que le café est bon, pour s'intégrer quand on est nouveau dans le quartier, parfois aussi par curiosité. Puis, ils y restent à cause de l'ambiance conviviale, des échanges, mais aussi parce qu'ils y trouvent des réponses à certaines questions, parce qu'il y a un but et des projets communs, parce que c'est gratifiant d'apporter sa pierre à l'édifice, parce que *« ce sont NOS idées qui font naître des projets »*.

On voit donc que c'est un outil d'émergence d'idées, de libération de parole, de cohésion de quartier et de lien avec la commune, le tout avec un objectif d'autonomisation.

Le positionnement de l'animatrice et sa personnalité

Au départ, il s'agit d'aller à la rencontre des personnes pour connaître leurs attentes et retisser des liens au sein du quartier. Mais l'attitude et la personnalité de l'animateur sont fondamentales pour la démarche :

- écoute, disponibilité, humilité ;
- accompagnement et soutien des démarches ;
- garant de la gestion du groupe et de l'animation ;
- être une boîte à outils : écoute, oriente, relaye, courroie de transmission ;
- partage des constats lors de réunions avec d'autres organismes du quartier ;
- interpellation, mais partage progressif de ce rôle d'interpellation avec les habitants ;
- protection des habitants par rapport à certaines difficultés ou échecs ;
- courroie de transmission entre les habitants et entre les habitants et le politique.

Comment sortir du cocon ?

Cet entre-soi «rassurant» où l'on est en confiance, entre pairs (de territoire, de préoccupation, «d'apparence») aide au démarrage d'une dynamique collective. Ensuite, l'enjeu est de voir comment s'ouvrir et ne pas rester enfermés sur soi-même. Pour cela, plusieurs modes de faire :

- se balader dans le quartier, aller à la rencontre de tous ;
- rechercher une ou des personnes-ressources dans le quartier qui peut (peuvent) mobiliser et informer les autres habitants ;
- ouvrir le groupe à ceux qui ont des activités dans le quartier, même s'ils n'y vivent pas ;
- mener des projets ponctuellement avec d'autres publics (enfants...);
- chercher les articulations avec divers lieux et les autres instances de participation.

Le soutien des élus

Au départ, le Collège et l'échevine responsable sont parties prenantes de la démarche. L'idée est de laisser la liberté d'action aux citoyens et au travailleur social (avec lequel il existe une relation de confiance, ce qui rassure les élus), de permettre cette dynamique de manière pérenne, tout en respectant le point de vue des habitants.

Mais l'élue ne participe pas aux réunions : *« je ne veux pas amener la politique dans le groupe, même si les projets comportent une dimension politique »*.

De plus, les élus sont satisfaits des résultats : tissage de liens dans le quartier, conflits limités entre habitants, repérage rapide d'éventuels problèmes, notamment dans les logements, apaisement grâce au dialogue établi.

On peut dire qu'une relation de confiance élus-citoyens semble établie.



Les conseils de participation de la Ville de Charleroi

La Ville de Charleroi s'est engagée depuis plusieurs années dans des démarches participatives. Le 19 mars 2013, le Collège communal a approuvé la mise en place des conseils de participation.

Qu'entend-on par conseil de participation ?

Il s'agit d'un dispositif favorisant la participation des habitants à la vie locale, les associant aux projets de la commune, permettant de faire des propositions et d'élaborer des projets d'intérêt collectif, en partenariat avec l'administration et les mandataires politiques.

A l'heure actuelle, trois Conseils de participation ont vu le jour et il est prévu d'en installer cinq à l'horizon 2017; un dans chaque district de la Ville (Nord, Sud, Est, Ouest et centre).

Afin d'associer l'ensemble de représentativités locales au dispositif, la Ville a instauré une procédure de sélection des citoyens candidats parmi 6 catégories: les habitants, les comités de quartier, les commerçants et professions libérales, les écoles, les centres culturels et la vie associative. Les conseillers sont désignés publiquement par tirage au sort lors d'une séance prévue à cet effet.

Afin d'en améliorer le processus, deux évaluations (externe par l'ULg et interne par la cellule cohésion sociale et participation) ont été réalisées. Suite à celles-ci, la méthodologie et le cadre de référence ont été affinés afin de préciser davantage les missions, les rôles de chacun ainsi que les règles déontologiques. C'est ainsi qu'une charte de fonctionnement co-construite par l'administration et les conseillers a été approuvée par le Collège communal et signée par l'ensemble des conseillers. La charte et les deux évaluations sont disponibles sur le site de la Ville.



Quelles sont les missions dédiées aux Conseils de Participation ?

- **Analyse**: élaborer un diagnostic des ressources et besoins de la zone concernée;
 - **Propositions**: constituer des dossiers (sous forme d'avis ou de micro-projets) contribuant à l'amélioration du cadre de vie de la zone;
 - **Consultation**: remettre des avis sur les projets portés par la Ville et à la demande du Collège communal;
 - **Concertation**: solliciter l'intervention des conseillers tout au long d'un dossier en concertation avec les mandataires politiques.
- Quatre lieux de réunions sont prévus afin de permettre tant le brassage d'idées que l'efficacité dans la transmission de celles-ci.
- **Les réunions plénières**: mensuelles, elles réunissent l'ensemble des conseillers avec l'administration afin de débattre et de choisir des thématiques à traiter;
 - **Les ateliers thématiques**: à fréquence indéterminée, ils sont ouverts à tous les citoyens de la zone et destinés à approfondir des thématiques ou des projets spécifiques;
 - **Les Commissions**: trimestrielles, elles sont les lieux où les 5 commissaires (représentant les conseillers et élus par ceux-ci) soumettent à l'Echevin de la Participation les projets et avis validés lors des séances plénières;
 - **L'Assemblée générale**: annuelle, elle est le lieu où l'ensemble des conseillers présentent les travaux réalisés au cours de l'année au Collège Communal.



Plus d'informations sur:
<http://www.charleroi.be/node/10966>
Contact: Bénédicte Félix,
Responsable de la Cellule
Cohésion Sociale et Participation, GSM: 0471/13.90.02,
cp.vauban@charleroi.be



Échanges autour de l'expérience

Une initiative des élus

Les conseils de participation sont des structures qui proposent une connexion/articulation entre élus et citoyens (avec une charte de fonctionnement). C'est une démarche descendante avec un cadre contraignant, ce qui est différent d'un comité de quartier qui est libre dans la manière de s'exprimer. Ici, c'est la Ville qui conçoit et met en œuvre la démarche.

Il s'agit d'organiser et de structurer l'écoute des citoyens par les élus. C'est en quelque sorte une concertation tripartite « Citoyen / Elu / Administration ».

Un processus en construction

Tant au niveau des modalités que de la mise en œuvre sur les 5 territoires, tout est encore en construction. Il existe un cadre initial proposé/imposé par la Ville, mais le groupe se demande s'il n'est pas trop rigide et bétonné.

Il s'agit d'un processus évolutif.

Catégorisation et représentativité des participants

Les participants élus dans les conseils de participation sont tirés au sort. Du coup, se pose la question de leur représentativité : représentent-ils quelqu'un, au-delà d'eux-mêmes ? sont-ils et font-ils relais vers d'autres ?

Le tirage au sort est établi sur la base d'une catégorisation, d'un découpage de la population, avec le territoire comme point commun. La volonté de la Ville est de faire se croiser les regards de différents types de citoyens (y compris les publics fragilisés) et professionnels.

La perspective est de faire des connexions avec des dispositifs existants : relais de quartier, comité de quartier, etc.

De quelle participation parle-t-on ?

L'objectif est d'utiliser l'expertise citoyenne et les expertises multisectorielles du quartier, de valoriser les ressources et les compétences des citoyens. De cette façon, ils seront une force de production puisque les projets sont en lien direct avec leurs problèmes et ils mettront ainsi en avant leurs savoirs profanes (« on vit dans notre quartier »).

Le groupe se demande si la Ville n'oscille pas entre la volonté de co-construction et l'imposition d'un cadre... De toute façon, il semble que la Ville va devoir « mériter » la confiance et l'adhésion de ses « participants » et démontrer par la pratique qu'elle vise bien la participation (et non la manipulation).

Un autre enjeu clé sera de faire naître des enjeux, des projets collectifs.

La difficile position de l'équipe

C'est au PCS que les élus délèguent la mission de la mise en œuvre des conseils de participation, ce qui implique d'arriver à créer la confiance, d'une part, entre les acteurs et, d'autre part dans le processus lui-même.

Au cas où le dispositif ne fonctionne pas et/ou si les projets n'aboutissent pas, il faudra être attentif à la gestion de la frustration des citoyens.



Point de contact alcool et autres drogues, Florennes/Philippeville/Mettet

Le Point de Contact Alcool et autres Drogues (PCAD) est un service citoyen de première ligne, gratuit pour les habitants de plus de 18 ans qui voudraient être informés, écoutés ou conseillés sur un problème lié à l'alcool, le tabac ou autres drogues, pour eux-mêmes ou un proche, dans le respect et la confidentialité.

Il est animé par un bénévole à la retraite. Celui-ci a contacté spontanément l'administration communale de Florennes car il possède une expertise dans le domaine des assuétudes, y ayant travaillé.

Suite à une analyse du territoire, il était apparu que lutter contre la toxicomanie était une priorité. En outre, sur ce territoire rural, seule une association s'occupant de toxicomanie «Le Répit» œuvre pour 14 communes.

En 2010, le service a démarré par une convention de bénévolat et une cartographie des acteurs concernés.

Le service est basé sur l'écoute et l'échange. Le fait que le service soit assuré par une personne bénévole facilite le rapport de confiance des utilisateurs du service qui ne se sentent pas dans une relation soignant-soigné. Cette place particulière favorise l'accès à un soutien et réduit le risque de stigmatisation. Les échanges sont sincères et le processus interpersonnel facilité.

Au fil des années, l'animateur a aussi développé un réseau avec des centres de traitement de la toxicomanie et des acteurs socio-médicaux. Il assure la mobilité des personnes en les accompagnant dans les démarches à effectuer.

Depuis 2012, il opère également sur Philippeville et Mettet. Le service est ouvert les mardis, mercredis et jeudis dans des locaux mis disposition. Mais c'est surtout grâce à un GSM de service que les habitants contactent l'animateur. Les rendez-vous, dans ce cas, peuvent se faire au domicile des personnes ou à tout autre endroit.

Lorsque les problèmes sont lourds, l'animateur échange avec les équipes des PCS pour prendre les meilleures décisions.

Un rapport d'activité est fourni volontairement chaque année. Le service est progressivement reconnu par les associations et les professionnels de la santé. Il a, en effet, été complexe de faire reconnaître aux «réseaux professionnels» la valeur du travail et les compétences professionnelles d'un citoyen.

Les défis pour l'avenir sont de garder cette vision humaniste et «professionnelle» dans le rapport entre citoyens au-delà de l'engagement de l'animateur, de convaincre plus encore le secteur médical de la valeur ajoutée de la partie citoyenne et de pérenniser le projet.



Participation : un citoyen volontaire
Création : en 2010
Contact : FASTREZ Dominique, animateur
Tél : 0472/07.59.32
Mail : pointcontactalcooldroque@gmail.com



Un partenariat gagnant, un nouveau rôle pour le PCS

Au départ, le projet est rendu possible parce qu'il y a, d'une part, la personnalité et l'expertise du citoyen qui est le moteur du projet et, d'autre part, une équipe PCS à l'écoute et qui accepte de prendre des risques.

Le PCS assume ainsi le rôle de «garant moral», ce qui est rassurant pour les autres organismes et pour les responsables. Il a amené un certain cadre à l'initiative (certificat de bonne vie et mœurs, délimitation du public...).

Ensuite, le soutien d'un élu et l'implication de plusieurs communes qui se partagent les frais de fonctionnement ont rendu possible l'initiative. Un contrat de volontariat a été signé avec les communes, en y incluant les questions d'assurance et de respect du secret professionnel.

Une autre approche des questions d'alcool et de drogues

C'est l'humain qui est à la base de la démarche : d'une part, au niveau de la personnalité de Dominique et, d'autre part, dans la manière de travailler puisqu'il travaille sur les motivations des gens. Il considère qu'il a une attitude de «paternalisme libertin» : paternalisme car il est là pour accompagner, libertin parce qu'il part du principe qu'«*a priori, les gens ont raison*», ce qui ne l'empêche pas de dire quand il n'est pas d'accord.

C'est donc un lien d'humanité qui s'établit avec des familles en difficulté. Et cela amène à une autre vision de la personne dépendante.

Ne pas institutionnaliser la dynamique

L'expérience montre le chaînon manquant «humain» dans les politiques publiques, qui donne envie d'agir dans l'intérêt du citoyen.

Le PCS et les communes ont réussi à mettre en place un cadre (mais pas une structure comme une ASBL), tout en gardant de la souplesse et en garantissant les engagements de chacun. Ça a permis de «symboliser sans figer».

Pourtant se pose la question de la pérennisation du projet qui, à ce stade, est très lié à la personnalité de son porteur : est-il transférable ? une existence juridique garantirait-elle sa continuité ?

Changer les logiques professionnelles

La question se pose de voir comment sortir d'un entre-soi de professionnels face à un public cible ? La réponse se situe aux conflits de la transversalité, du lâcher prise, de l'audace, du cercle (plutôt que de la hiérarchie) où tous sont sur le même pied. C'est évident que l'expérience casse le schéma habituel de l'aidant/aidé !

Et dans le monde médical, c'est difficile d'obtenir la reconnaissance du réseau lorsqu'on n'a pas le statut de professionnel. Même s'il y a eu quelques réticences au départ, la pratique et le soutien du PCS ont permis d'arriver à des complémentarités, car le but du service est d'être un relais entre les familles et les institutions.

Oser déranger

Le PCAD est la preuve que, parfois, ça vaut la peine de bousculer, de déranger, de prendre des risques, de sortir du cadre et d'oser faire les choses autrement.

De plus, en découvrant cette expérience, on en est arrivé à se dire qu'il y avait «*un gâchis ou une non-reconnaissance de compétences citoyennes*».



Troc itinérant à Visé

Les origines du projet

Les Services de Santé Mentale (SSM) reçoivent de plus en plus de personnes «précarisées» possédant un statut d'allocataire social ou étant sans ressources.

En 2013, fondé sur le constat que plusieurs usagers du SSM avaient rejoint le SIS ayant une mission d'insertion sociale, un projet de collaboration est né : le projet troc. De fait, les personnes étaient confrontées à une grande précarité et faisaient régulièrement part de leur opposition à la société de consommation actuelle; leur idéologie étant de partager et de redonner une deuxième vie aux objets. L'échange d'objets s'est alors mis en place comme projet citoyen avec la perspective de lutter contre la précarité. Prenant forme petit à petit, il est apparu qu'il fallait décloisonner l'action, sinon le projet risquait de s'éteindre s'il n'était pas proposé au grand public. Nous avons alors collaboré avec le Plan de cohésion sociale, les services partenaires et le troc itinérant a débuté.

Le troc, c'est quoi pour les participants ?

«Le troc, c'est valoriser l'autre, partager, prendre mais aussi donner. C'est une manière de lutter contre la consommation et la surconsommation. Le troc, ça va permettre de parler, d'échanger ensemble.»

Le troc, c'est quoi pour les travailleurs ?

L'atelier troc permet de rendre les personnes responsables de leur consommation «matérielle» et de restaurer le principe de solidarité. C'est un lieu d'échange permettant d'être considéré comme citoyen à part entière. Le troc est en l'occurrence un prétexte pour développer de nouveaux liens, la confiance en soi par la place que chacun décide d'y prendre et ainsi être valorisé dans ses rôles sociaux.

Le fonctionnement

Concrètement, les partenaires mettent à disposition un local à tour de rôle en vue de créer la rencontre mensuelle. Les personnes intéressées y trouvent des tables vides où déposer leurs «objets à troquer» (min. 3 afin de permettre à tous de participer). Le service qui reçoit fait de cette rencontre un moment convivial. L'accueil des participants se déroule en 45 minutes pendant lesquelles les échanges humains s'effectuent de manière spontanée. Ensuite, chacun reçoit trois papiers nominatifs et les dépose sur les objets convoités. A noter que plusieurs papiers peuvent être déposés sur le même objet: il y aura donc «combat» et un gagnant sera tiré au sort. Une fois les échanges terminés, chacun est invité à reprendre ses objets non troqués car nous ne stockons rien !

Points forts

- L'animation est assurée par les participants permettant de rappeler qu'il s'agit de leur projet et qu'ils en sont acteurs.
- Certains s'y engagent très activement et viennent la fois suivante avec un voisin. Le nombre de participants est en constante croissance.
- Nous envisageons de clôturer la saison par un «troc géant», en plein air, accompagné d'un barbecue... permettant, dès lors, une plus grande visibilité de cette action citoyenne et une certaine reconnaissance.

La suite escomptée

Que les citoyens deviennent autonomes dans l'organisation de l'événement.



Contact : Sarah Delattre, tél: 04/374.85.68,
courriel : sarah.delattre@vise.be



C'est d'abord une rencontre «entre êtres humains»

Les valeurs au centre du projet ont été définies explicitement et elles sont partagées entre professionnels et habitants : solidarité, partage, convivialité, respect, égalité de tous.

«Je participe pour me sentir utile, pour sentir que j'existe.»

Il s'agit de redonner de la convivialité aux relations humaines, de remettre de la solidarité entre les personnes. Les professionnels parlent de tisser des liens entre habitants, restaurer leur confiance en soi, donner une place aux compétences des citoyens.

Tout cela n'est possible qu'en partant des demandes citoyennes, d'un besoin ou d'une idée d'un habitant, puis en cherchant des partenariats.

Les citoyens comme acteurs centraux du projet

Le troc itinérant est avant tout basé sur la valorisation des savoirs et compétences, comme le dit une citoyenne : *«ça me redonne de la valeur»*.

Le projet a démarré par un travail sur les représentations des citoyens et des professionnels. Cela a permis de réfléchir au sens et aux valeurs du projet. Une charte a été rédigée afin d'amener un cadre et de souligner des valeurs, tout en précisant la place de chacun. Les professionnels participent au troc au même titre que les habitants tout en respectant le secret professionnel. C'est aussi une manière de «déstigmatiser» !

Tout le projet a été co-construit avec les citoyens, une manière pour qu'ils se l'approprient. De plus, partir des attentes/besoins/demandes de citoyens permet d'éviter l'essoufflement.

La visibilité du projet (et donc la communication) sont importantes pour valoriser les citoyens et les travailleurs, de même que comme clé pour obtenir le soutien politique.

Toujours ouvrir la porte à de nouveaux participants

Au départ, ce sont des services qui se rencontrent et cherchent à collaborer. Le PCS devient le lieu de croisement, puis d'ouverture.

L'objectif est d'élargir à tous les publics ; or un projet ouvert à tous, qui ne cible pas un public particulier, est un atout, notamment aussi pour toucher ceux qu'on visait en priorité. Du coup, il faut aller là où les gens sont.

Pour cela, le lieu d'implantation du projet est crucial pour faire sortir les gens des cités et des ghettos et mélanger les publics. Ici, le projet est même itinérant. Le troc est accueilli dans un quartier différent chaque mois. Cela permet d'aller à la rencontre de ceux qui se déplacent difficilement.

Un projet politique

La dimension politique s'exprime dans la finalité des projets et le «Troc» en a plusieurs :

- (re)donner de la dignité aux personnes, remettre en avant la dimension humaine avant la situation sociale, (re)donner une place/un rôle pour chacun dans la société ;
- sortir les personnes de l'isolement : parler, échanger, se rencontrer ;
- faire tomber les barrières (entre professionnels et citoyens), mettre tout le monde sur un pied d'égalité ;
- lutter contre la surconsommation et contre l'exclusion sociale.

Les débats ont d'ailleurs mis en évidence l'influence des politiques urbanistiques qui peuvent déterminer «l'entre-soi».



Groupe de travail « participation citoyenne » à Florennes

Historique de la réflexion et origine du projet

Lors de l'écriture du plan 2014-2019, le travail des différents groupes a fait émerger que le secteur associatif, institutionnel et politique était partie prenante et active dans les actions menées au niveau local. Mais nous avons constaté que très peu de citoyens se mettent autour de la table alors que la région wallonne promotionne l'implication citoyenne.

Du coup, l'action transversale «favoriser la création de conseils consultatifs transversaux» est programmée – elle sera redéfinie «participation citoyenne» – et un groupe de travail «transversalité» créé avec les différents partenaires, dont des citoyens. La coresponsabilité et le bien commun sont définis comme étant les concepts de base du projet.

Notre finalité est que chaque partenaire ait la possibilité de (re)prendre la parole et/ou une participation active et responsable à la vie locale et communale. Cela implique de mettre en place le contexte/climat fertile et propice à la mobilisation et la participation citoyenne. Celle-ci pourrait aboutir sous différentes formes (groupes citoyens, coopérative, comité, initiatives individuelles...).

Définition de la philosophie de travail

Le concept porteur de coresponsabilité vise à ce que chacun des acteurs sociétaux (citoyens, secteur associatif, institutionnel, privé, public et politique) assument, sur un pied d'égalité, en fonction de leurs compétences propres, leurs responsabilités et agissent ensemble à l'amélioration du bien-être de tous. Pour que cette dynamique puisse être solide et pérenne, aucune des pièces de ce puzzle ne peut être négligée.

Ce concept sous entend 3 points importants :

- L'égalité: il n'existe aucune hiérarchisation entre les partenaires.
- La transversalité: l'approche sera globale dans une vision systémique en évitant tout cloisonnement.

- Le point de convergence: il est impératif de trouver l'intérêt commun entre tous les partenaires.

Certaines choses nous semblent importantes, à savoir :

- Le projet doit rester évolutif et non cadenassé.
- Il doit permettre le renforcement du partenariat au sens large.
- Que le bien-être à Florennes évoluera en fonction du bien commun et non autour d'un seul pôle thématique.

Premières étapes

- Présentation du projet et de sa philosophie par le groupe de travail «participation citoyenne» aux partenaires.
- Identification des personnes souhaitant s'impliquer dans le projet.
- Création du comité de pilotage qui s'engage à garantir le respect de la philosophie et des objectifs du projet.

Son rôle est l'impulsion, le soutien et l'accompagnement du projet et se décline de la manière suivante :

- Créer le climat de confiance pour favoriser l'implication des partenaires.
- Quelles que soient les questions posées par les partenaires, le comité de pilotage s'engage à leur apporter une réponse claire (qu'elle soit positive ou négative).
- Avoir un rôle de consultance et de facilitateur.
- Quelle que soit la forme d'implication des partenaires, le comité s'engage à lui garantir toute liberté, autonomie et lui permettre d'assumer son entière responsabilité.
- Garantir le concept de consensus dans les décisions prises en comité de pilotage.

Contact: Quentin Lorent, tél: 071/68.14.64 ou 0496/35.44.60, courriel: quentin.lorent@florennes.be



Échanges autour de l'expérience

Au départ, une autre philosophie

Puisqu'il s'agit de mettre tous les partenaires sur le même pied (tous citoyens) et d'adopter le principe de la coparticipation et coresponsabilité, l'expérience est en train de construire une philosophie différente. Et pour y arriver, il s'agit d'y faire adhérer un maximum de personnes.

C'est un travail sur une philosophie, et pas sur un cadre, ce qui implique du lâcher prise, une autre posture, un terreau fertile pour une implication citoyenne... C'est travailler sur une finalité (bien-être) et pas sur des publics cibles.

Tout cela exige du temps car ça perturbe les pratiques et nécessite de l'adhésion sur le fond de la démarche.

Et tout cela, pour quoi ?

Ce qui sous-tend cette démarche transversale, c'est d'arriver à construire un diagnostic plus complet, avec des besoins réels amenés par les citoyens. Le principe de coresponsabilité permettant que le citoyen soit pris en compte à sa juste valeur.

C'est la notion même d'implication citoyenne qui est au cœur de la démarche, avec l'affirmation que chacun est capable de quelque chose. La participation est alors en lien avec la liberté d'expression et d'action.

Sortir de l'entre-soi ou d'abord de soi-même ?

On est d'abord citoyen et ensuite on ajoute des compétences, des savoirs liés à la profession, la formation, les expériences de vie, le statut. Mais cela exige de prendre le temps de se remettre en question et d'apprendre à se dé-formater de son statut : déconstruire sa pratique, son rôle, sa posture de professionnel pour se reformater en citoyen.

Il faut casser le « eux » et « nous », arrêter de ne se baser que sur les diplômes pour reconnaître les compétences.

Une traduction dans la manière de faire

Le territoire étant ce qui (re)lie, il s'agit de co-construire entre citoyens (et pas « avec »). Pour cela, il faut créer l'espace en donnant la place pour que se révèlent et apparaissent les compétences et expériences de chacun. Toutes les décisions se prennent au consensus.

Un facteur important est le plaisir dans la démarche, ce qui implique de mettre de la convivialité, du plaisir, un climat de confiance, du respect, de la transparence. Tout cela n'étant possible que si on prend en compte le facteur humain et la « personnalité » des acteurs impliqués (ce qui montre bien qu'il faut qu'ils adhèrent vraiment à la philosophie).

Il s'agit de construire un réseau citoyen, professionnels compris, payés ou non, élus ou non.

La dimension politique est celle du citoyen

C'est une démarche qui redonne le sens politique.

Et donc, pour la mettre en place, il y a besoin d'une ouverture d'esprit de la part des élus locaux pour qu'ils y adhèrent de manière consciente. Il est donc important que le politique aussi se déformate. Et du coup, la dimension politique devient identique à la dimension citoyenne.



Diagnostic et actions communautaires en santé

à Ottignies-Louvain-la-Neuve

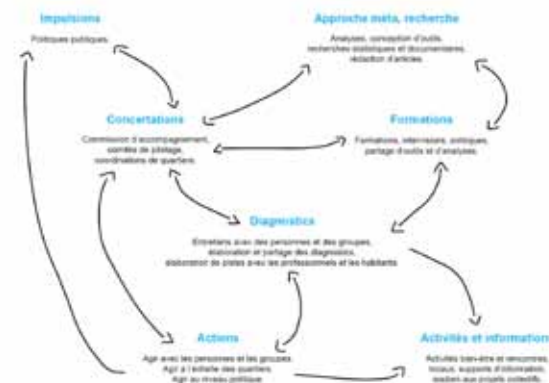
Pourquoi faire participer les habitants, les professionnels, les usagers et les élus face aux inégalités sociales en santé ?

I. Pour mieux comprendre les inégalités sociales et ce qui est déterminant pour la santé

a) Les concepts :

- Au plus on descend dans l'échelle sociale, au plus la santé tend à se détériorer.
- Les nombreux facteurs qui influencent positivement ou négativement l'état de santé (les déterminants en santé) sont distribués inégalement au sein de la population.
- Les inégalités sociales ne sont ni naturelles, ni inévitables. Les variations des taux de maladie, de mortalité et de morbidité peuvent être attribuées à l'organisation sociopolitique.
- Les problèmes sont moindres dans les pays plus égalitaires.

b) Les lieux de la participation



- Elaboration d'un plaidoyer et de pistes d'action au sein du quartier.
- Mise en place d'un comité de quartier et d'une brocante par des habitants.
- Rencontre avec les professionnels intervenant dans le quartier: ce qui est déterminant pour le bien-être des habitants, pistes d'action et plaidoyer, articulation des notions de richesse/pauvreté relatives et d'évaluation sociale négative avec les questions d'image du quartier, de sentiment de manque de respect de la part des professionnels.

II. Pour agir sur les déterminants en santé et réduire les inégalités sociales

1. Actions collectives et activités pour plus de bien-être: ateliers alimentation, potagers collectifs, pratique du vélo au quotidien, journées rencontres et découvertes...

2. Actions en réseau et sur le positionnement des professionnels: formations, échanges de pratiques, valorisation de la coopération et de l'empowerment, déontologie (respect de l'intimité)...

3. Plaidoyer politique pour plus d'égalité sociale: logement public, ségrégation scolaire, interventions des professionnels, accès aux soins de santé...

4. Agir à l'échelle d'un quartier :

- Intervision entre intervenants au sein du quartier.
- Entretiens avec des habitants au sein de groupes, seuls ou en famille.
- Installation d'un potager collectif avec des habitants.
- Présentation d'une synthèse des entretiens aux habitants.



Contact : Cellule de développement communautaire – Ville d'Ottignies-Louvain-la-Neuve cdc@olln.be 010/ 43 64 80



Comprendre et faire comprendre pour agir

Suite à la présentation de l'expérience, chacun se rend bien compte qu'il y a besoin de mieux comprendre le système. Ici, en travaillant sur la santé, on perçoit toute l'importance d'analyser et de se donner les moyens pour disposer des bons éléments, y compris des concepts théoriques. On en arrive à affirmer que le contexte, l'organisation de la société, l'environnement et donc l'ensemble des facteurs qui ont une influence sur la santé sont une construction éminemment politique.

Toute cette analyse nécessite du temps, dont on ne dispose pas toujours dans les institutions.

Travailler ces éléments avec des habitants est également essentiel pour pouvoir ensuite agir ensemble.

Repenser les indicateurs qui définissent les politiques publiques

Pour beaucoup, les indices de la santé sont définis loin de nous, par des experts et à d'autres échelles (nationales, internationales). Et pourtant, l'expérience montre la nécessité de se donner d'autres clés de lecture, plus fines, et du coup de pouvoir questionner les indicateurs classiques.

Pour cela, il y a lieu d'analyser aussi les politiques locales.

Induire du changement

Il s'agit donc de permettre un changement, chacun à son niveau, jusque et y compris sur la structure socio-politique, mais aussi en termes d'empowerment des citoyens.

Parler de santé, c'est aussi aborder la relation professionnel/habitant. Du coup, a été évoqué le risque d'intrusion des acteurs de terrain dans la vie privée des personnes, avec l'importance du secret professionnel partagé et de la transparence à l'égard des citoyens. La question du changement se traduit aussi dans l'attitude des professionnels – parfois questionnée par les citoyens – en les sensibilisant par exemple sur l'impact qu'ils peuvent avoir sur l'estime de soi des personnes.

Sortir du mythe de l'action concrète

L'expérience montre la construction d'une méthode sur plusieurs composantes : des étapes avec les partenaires, un travail au sein d'un quartier, et l'élaboration d'un plaidoyer politique.

Pour arriver à des clés plus fines de lecture au niveau de la santé, l'option retenue est de travailler avec les publics les plus menacés et défavorisés, dans un quartier plus excentré et plus pauvre. Il ne s'agit pas de mettre des actions en œuvre, mais de construire une démarche qui aide à comprendre et qui permette de tester des mécanismes pour agir.

Une attitude audacieuse de l'équipe PCS

Sur un sujet aussi important que la santé, l'audace de l'équipe a été soulignée à différents niveaux :

- pour décortiquer les concepts et mieux comprendre la question des inégalités de santé ;
- pour travailler sur le positionnement et les attitudes des professionnels, que ce soit en co-formation ou en permettant aux habitants de s'exprimer et critiquer le rôle des professionnels ;
- pour construire un plaidoyer politique pour davantage d'égalité sociale.

Le positionnement de l'équipe consiste davantage à animer et encourager un travail de réflexion avec les partenaires (qui sortent ainsi de l'entre-soi), mais sans rester central.



La soirée de la cohésion sociale de Philippeville

La soirée

«La cohésion sociale, ça sert à quoi?», voici le titre de la soirée de la cohésion sociale à laquelle étaient invités les habitants de Philippeville en mars 2014.

Les habitants étaient conviés à s'arrêter et à prendre le temps de reconnaître le travail accompli et aussi à affiner le diagnostic premier. Cette soirée, tout en se consacrant à la découverte et la construction de la cohésion sociale, cherchait aussi à permettre aux participants de la vivre. Ils étaient 150 aux Halles de Philippeville ce soir-là.

Des habitants et des professionnels ont dévoilé et expliqué des projets en cours. Une diversité de projets (festifs – commissions citoyennes – atelier logement – plate-forme partenariale – magasin de vêtements de seconde main – atelier théâtre...) qui permet de rencontrer une mixité de citoyens et de partenaires provenant d'horizons divers.

Des ateliers se sont ensuite tenus sollicitant les gens à poser leur pierre à la cohésion sociale de demain. Ces ateliers ont étayé les questions suivantes: les citoyens lettrés peuvent-ils diminuer le nombre de citoyens illettrés? quelles pistes pour améliorer la qualité et l'offre de logements? comment stimuler le volontariat? quelle place donner aux volontaires? La façon dont les ateliers se sont déroulés avait été réfléchi pour tenter de réduire les obstacles éventuels à l'expression.

Un processus

Si cette soirée était tournée sur l'appréciation du présent et la construction du futur, elle s'enracinait aussi dans le passé. Le temps et la stabilité de l'équipe du PCS ont renforcé le lien et la confiance tant avec les citoyens qu'avec les partenaires et les élus locaux. Comme une toile d'araignée, la cohésion sociale s'est faite et se fait connaître et reconnaître progressivement. Des citoyens s'engagent volontairement dans des projets... Les autorités communales se retrouvent face à leurs responsabilités... Des partenaires se mettent en question, sont confrontés à des réalités différentes...

Valoriser, se réjouir

Au long de ce long processus, la soirée de la cohésion sociale se voulait aussi un moment de se réjouir, de réussir des choses ensemble et un démarrage dynamique d'évaluations régulières.



**Contact : Karl Bondroit, tél : 071/68.90.64
ou 0478/53.33.52,
courriel : pcs.philippeville@commune-philippeville.be**



Une organisation en partenariat

C'est une démarche de partenariat, y compris avec le politique. Ça nécessite de bien communiquer sur l'événement (presse, contacts individuels).

En y mettant de la convivialité, on y attire d'autres personnes et ça permet de sortir de l'entre-soi. Ça crée du lien.

Rendre visibles et valoriser les actions de cohésion sociale

Lors de la soirée, les projets ont été présentés sous la forme d'une mise en scène. Du coup, ils sont mis en valeur, ce qui aide à sensibiliser, voire parfois à convaincre; d'autant plus avec la présence et l'implication des citoyens.

Ça attire, ça donne de la crédibilité, ça ouvre des portes...

C'est un moment ouvert avec une mixité de publics, et même s'il y a 150 personnes, ça génère un certain entre-soi qui fait du bien, qui met tout le monde en valeur.

Chacun a sa place

Le principe a été de reconnaître le rôle de chacun sans générer de hiérarchie et tout en mettant en avant l'expertise des citoyens. L'important est d'impliquer les citoyens chaque fois que c'est possible (car, si les citoyens sont acteurs, cela veut dire que l'action ou le projet est légitime).

Lors des échanges, un groupe s'est néanmoins posé la question de savoir s'il était préférable que chacun porte sa casquette ou pas. Il est clair qu'on a tous une identité spécifique et que notre casquette est le reflet de nos capacités, de nos compétences, de notre vécu. Du coup, porter sa casquette peut constituer une barrière, un frein pour arriver à trouver sa place.

Par ailleurs, l'organisation de la soirée a permis de sortir du cadre professionnel et de créer des moments informels, encourageant la mixité (notamment en mangeant ensemble).

Une « vitrine de ce qu'on fait » pour avancer

Ce type de présentation publique permet de confirmer et de valider ce qui se fait. Mais c'est aussi le moment de croiser des analyses puisque, pour présenter les projets, il faut expliciter leur sens. Et donc ça permet de mettre ce sens en débat, parfois aussi de faire se croiser des points de vue différents.

Du coup, la soirée aide à avancer, à ouvrir de nouvelles portes, à faire émerger des nouvelles idées.

Pour le professionnel, ça permet de prendre du recul et de se (re)mobiliser; mais aussi d'identifier des demandes de citoyens

Une force politique

Une soirée de ce type apporte une certaine notoriété.

Pour les élus, c'est important d'être présent pour savoir ce qui se fait, même si parfois, on perçoit une « crainte de ne pas tout maîtriser ».

C'est un espace de rencontre entre élus, habitants et professionnels, ce qui aide à faire évoluer les représentations des uns et des autres. Et donc, petit à petit, ce genre de soirée contribue à créer une « cohésion politique ».



Les référents d'immeubles à Verviers

Cette action se place dans une thématique à double entrée: la pédagogie de l'habiter et la citoyenneté, par du travail communautaire avec les habitants d'immeubles sociaux au sein de leurs quartiers respectifs (Hodimont, Prés-Javais...).

Il s'agit de lutter contre la dégradation des logements – et de leurs abords – liée aux comportements inadéquats de locataires, en luttant contre la méconnaissance de règles de vie en commun et pour la responsabilisation des habitants-citoyens à leur qualité de vie dans leur environnement proche, leurs lieux de vie. Créer du lien entre les habitants – ceux des immeubles et de l'ensemble du quartier –, créer de la solidarité et impliquer l'ensemble de la population dans des actions citoyennes et autres fêtes de quartier.

Depuis plus de 10 ans, le Service de Prévention, par son Plan de cohésion sociale (PCS), travaille dans cette optique, en particulier dans les immeubles appartenant à la société de logement de service public (SLSP), Logivesdre, dans le quartier de Hodimont. Les travailleurs sociaux, travailleurs de rue, visitent régulièrement l'ensemble des familles des 240 logements de ce quartier et petit-à-petit suscitent l'intérêt, l'implication puis la participation d'habitants prêts à s'investir personnellement pour un mieux-vivre autour d'eux. Ensuite, ce sont ceux-là, appelés dorénavant «Référents d'immeubles», qui pourront amener un changement dans les règles de vie en commun, voire intervenir directement quand ça dérape (tri des déchets, respect du voisinage, etc...).

Ce travail demande beaucoup de temps aux travailleurs sociaux du PCS. Il s'agit ici de renverser le sempiternel «chacun pour soi», mais l'investissement paie: les référents hodimontois sont aujourd'hui plus de 20, ils se réunissent chaque mois pour régler tous les petits problèmes quotidiens et organiser, 5 à 6 fois par an, des actions citoyennes et/ou festives.

Ce travail ne pourrait se faire sans le partenariat effectif de la société de logement elle-même, mais également des associations du quartier, les ser-

vices communaux, la police, etc. La SLSP est le premier «supporter» de cette action tant elle en retire de bénéfices: les rapports entre les locataires et leur société propriétaire se sont nettement améliorés pour le plus grand bonheur de chacun.



**Action 4 du PCS 2014–2019, appelée :
« Travail communautaire en immeubles sociaux »**
**Contact : Chantal Magnée, tél: 087/35.37.25,
courriel : chantal.magnee@verviers.be, site :
<http://www.verviers.be/vivre-a-verviers/sante-social/plan-de-cohesion-sociale-1>**



(Re)-créer des liens

Alors qu'on se pose la question de l'ouverture, cette expérience montre la nécessité d'une forme d'entre-soi comme condition de réussite, car il y a besoin de créer un sentiment d'appartenance (une certaine fierté), de rompre avec toute forme d'autorité (en prônant le lien habitant-habitant) et d'encourager les conditions d'un dialogue et d'un lien social fort. Du coup, la présence d'un travailleur sur place peut devenir une clé de réussite pour animer ce projet.

Des moments conviviaux, hors engagement/travail, sont importants aussi.

Une attitude pour aller à la rencontre des citoyens

C'est intéressant d'avoir une porte d'entrée par territoire ou quartier (et pas par « publics cibles »). Cela permet de créer des lieux et des moments de rencontre « ouverts » sur le quartier (espace rencontre, fête des voisins, etc) et donc d'être en lien direct avec les problématiques rencontrées par les habitants.

Pour le travailleur, aller vers les citoyens avec une demande « *on a besoin de votre aide pour...* » est plus engageant et mobilisateur que venir avec un projet clé sur porte. De toute façon, cela demande une posture du professionnel qui se traduit en permanence par un esprit d'ouverture pour pouvoir partir des demandes des citoyens.

Une fois la dynamique engagée, le défi pour le travailleur est d'éviter l'essoufflement, ce qui nécessite de toujours chercher à encourager, remercier, valoriser l'implication des habitants.

Générer de la confiance semble donc une clé importante, d'autant que cela permet un autre regard sur les professionnels.

Pas de cadre (trop) rigide

Il apparaît qu'il n'est pas stratégique d'imposer des formes de contractualisation ou de définir un cadre pour s'engager, mais qu'il convient plutôt de privilégier la « *liberté d'aller jusqu'ou on veut* ».

Pourtant, certains se demandent s'il ne faut pas une couverture minimale qui apporterait de la reconnaissance et une certaine forme d'engagement? On a évoqué un Règlement d'Ordre Intérieur qui cadre, tout en étant flexible, tout en permettant différents degrés d'investissement des habitants.

Une dynamique en réseau

Le point de départ est la valorisation des compétences des habitants qui permet de leur donner une position d'acteurs, avec lesquels il est possible de co-construire les projets. Une citoyenne l'exprime en disant : « *je veux pouvoir changer les choses* ».

Du coup, il s'agit de dynamiser le travail en réseau en l'ouvrant aux habitants, c'est-à-dire créer du lien entre professionnels et habitants, et ainsi donner une autre dimension au travail en réseau.

Un projet avec des composantes politiques

La dimension politique se retrouve dans les objectifs du projet : bien vivre ensemble, la notion de solidarité, tisser des liens sociaux (entre habitants, entre professionnels), remettre de la convivialité dans les relations entre les personnes, s'approprier le quartier.

En outre, la démarche apporte aussi un soutien aux politiques du logement.



En ces temps troublés où la polarisation de la société creuse les inégalités, où les clivages politiques renforcent les extrémismes, où la violence menace notre confiance en l'avenir, où les communautarismes nourrissent le repli sur soi, où bon nombre de citoyens perdent confiance dans les institutions et notamment celles qui les représentent¹, il est bon de rappeler que la cohésion sociale est ce dont nous avons le plus besoin, que «*la cohésion sociale est une question de vie ou de mort pour nos sociétés*²».

A ce titre, créer les conditions permettant d'organiser la participation, a fortiori des citoyens qui sont les plus difficiles à toucher, -les publics précarisés, oubliés, marginalisés ou les sans voix-, procède d'un principe élémentaire de bonne gouvernance.

Les acquis d'une mobilisation et d'une participation effectives de toutes les parties prenantes, à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des projets qui les concernent, sont indéniables tant en termes de pertinence, d'efficacité, d'efficacités que de durabilité des réponses apportées par les pouvoirs publics et leurs partenaires aux problèmes détectés.

Certes, le processus prend du temps, mais les résultats, comme il apparaît des expériences présentées dans ce guide, sont à la hauteur de l'investissement !

La notion de *participation* transcende tout le Plan de cohésion sociale, dans une perspective de *coresponsabilité* et de construction du *bien-être de tous*.

Quoi qu'il advienne à l'avenir, les principes évoqués dans ce guide et les nombreux exemples de pratiques qui l'émaillent sont et resteront d'actualité pour tous les acteurs qui veulent s'impliquer dans une perspective de développement de la cohésion sociale et des solidarités qui soit porteuse d'un changement durable sur leur territoire.

Faisons confiance aux chefs de projet et au Réseau PCS qui les unit, pour tenir le cap vers un avenir plus radieux pour tous !



¹ Enquête « Noir, Jaune, Blues, 20 ans après », Le Soir, RTBF, Survey & Action, janvier 2017.

² Eric Deffet, in Le Soir du 29 décembre 2016.



«Pourquoi y a-t-il aussi peu de personnes quand on organise une activité?»

«Comment faire venir les gens?»

«Je ne comprends pas qu'on n'arrive pas à mobiliser davantage de monde...»

Ces phrases, souvent entendues, souvent répétées montrent que la question de la mobilisation reste au cœur des préoccupations. Mais du coup, qu'est-ce qui ne fonctionne pas? Quelles sont les questions à se poser? Existe-t-il des bonnes pratiques?

Ces questions mobilisaient des équipes de Plans de cohésion sociale (PCS) et il leur paraissait pertinent de les travailler ensemble.

C'est pourquoi la Direction interdépartementale de la Cohésion sociale (DiCS) du Service public de Wallonie et les 9 Centres Locaux de Promotion de la Santé de Wallonie (CLPS) ont pensé organiser et animer un processus de formation intitulé au départ «*La mobilisation citoyenne dans tous ses états*».

Ils ont associé Periferia afin de contribuer à la démarche à partir de sa pratique en termes de participation citoyenne. Petit à petit, ce sont les questions de la mobilisation et aussi de la participation citoyenne qui ont été largement débattues.

Cette séquence de moments a permis une dynamique collective avec de nombreux échanges et réflexions – synthétisés et analysés dans cette publication – entre les équipes PCS, leurs partenaires, des citoyens, la DiCS, les CLPS, Periferia et quelques élus communaux.

En s'appuyant sur les expériences de terrain, une réflexion commune a pu se construire au départ de la question de la mobilisation, qui s'est rapidement élargie à celle de la participation.

Cette publication questionne les raisons d'être de la participation, elle ne constitue pas un recueil de méthodes de mobilisation et de participation. Elle est le résultat d'échanges et d'analyses collectives, menées à partir de réflexions, voire de contradictions. Elle ne cherche pas à construire une prise de position unique. Le débat reste donc ouvert.

Elle s'adresse à toutes les équipes et personnes intéressées et/ou en charge de démarches de cohésion sociale, qu'elles soient professionnelles, citoyennes, élus.

L'objectif de ce guide est de contribuer à donner de la visibilité aux expériences menées sur le terrain, avec un focus sur la mobilisation et la participation citoyennes qui en constituent des enjeux fondamentaux et toujours indispensables à repenser, comme il apparaît plus que jamais aujourd'hui!